

4271



OCDE/OECD

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

CILSS

COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL
PERMANENT INTERSTATE COMMITTEE FOR DROUGHT CONTROL IN THE SAHEL

CLUB DU SAHEL

SAHEL D(87)309
Octobre 1987
Or. fr.

DIFFUSION GENERALE



AIDES EXTERIEURES
DANS LES PAYS MEMBRES DU CILSS :
L'INVESTISSEMENT EN PANNE

100

AIDES EXTERIEURES DANS LES PAYS MEMBRES DU CILSS :
L'INVESTISSEMENT EN PANNE

Les idées exprimées et les faits exposés dans cette étude le sont sous la responsabilité de l'auteur et n'engagent pas nécessairement l'OCDE, le Club du Sahel ou le CILSS.



Mots clés : Aide bilatérale/Aide multilatérale/Conditions de l'aide/Répartition [de l'aide]/Dette extérieure/Capacité d'absorption/Investissements.

Rédaction : Jean-Jacques GABAS

COPYRIGHT OCDE, 1987

1

1945

...

...

...

TABLE DES MATIERES

	RESUME	5
I.	LA SITUATION FINANCIERE ET MACROECONOMIQUE	7
	I.1 Un endettement extérieur toujours contraignant	7
	I.2 Un déséquilibre structurel persistant	13
II.	LE VOLUME DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT AU COURS DE LA PERIODE 1975 - 1985	19
	II.1 L'évolution des engagements d'aide publique au développement	19
	II.2 Les engagement d'APD par donateur	22
	II.2.1 L'aide bilatérale des pays de l'OCDE	23
	II.2.2 L'aide multilatérale	24
	II.2.3 L'aide des pays et Institutions financières de l'OPEP	24
	II.3 Les engagements d'aide par pays sahélien	25
	II.4 La structure des engagements d'aide par donateur et par pays sahélien	30
	II.5 L'évolution des versements d'APD	30
	II.6 L'évolution de l'écart entre les engagements et les versements d'APD	36
III.	LE VOLUME TOTAL DES RESSOURCES EXTERIEURES DES PAYS MEMBRES DU CILSS	39
IV.	LA PLACE DE L'AIDE DANS L'ECONOMIE DU SAHEL	41
V.	COMPARAISONS INTERNATIONALES	43
VI.	LES ORIENTATIONS SECTORIELLES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	45
	VI.1 Les problèmes rencontrés	45
	VI.2 L'aide "hors projet"	46
	VI.3 L'aide liée aux projets	51
	VI.4 Le développement rural	51

VI.4.1	L'aide pour les cultures pluviales	54
VI.4.2	L'aide aux cultures irriguées	54
VI.4.3	L'aide à l'élevage	55
VI.4.4	L'aide aux pêches	56
VI.5	L'aide au secteur écologie et forêts	56
VI.6	L'approvisionnement en eau des populations	57
VI.7	L'aide aux infrastructures	57
VI.8	Réflexions inspirées par cette analyse sectorielle	58
ANNEXES		61

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAUX

1	Encours de la dette extérieure totale	8
2	Encours de la dette extérieure par habitant en % du PIB en 1985	9
3	Service de la dette extérieure	10
4	Importance du service de la dette extérieure par rapport aux exportations en 1985	11
5	Renégociations de la dette extérieure des pays membres du CILSS	12
6	Investissement et croissance du PIB (en %)	17
7	Investissement et épargne (en % du PIB)	17
8	Engagements d'aide publique au développement	19
9	Engagements d'APD en valeur réelle	20
10	Les dix premiers donateurs dans les pays du CILSS Total des engagements APD 1975-1985	22
11	Croissance et répartition des engagements d'APD au cours des périodes 1975-80 et 1980-85	25
12	Evolution des engagements d'APD par donateur au cours des années 1975/1985 I. Pays de l'OCDE	26
13	Evolution des engagements d'APD par donateur au cours des années 1975/1985 II. Institutions financières multilatérales	27
14	Evolution des engagements d'APD par donateur au cours des années 1975/1985 III. Pays et institutions financières de l'OPEP	28
15	Evolution générale des engagements d'APD reçus par différents pays du Sahel entre 1975 et 1985	29
16	Importance de la concentration des engagements d'APD selon les pays sahéliens	31
17	Evolution générale des versements nets d'APD	34
18	Répartition par source de financement des versements nets d'APD aux pays du CILSS	35
19	Place de l'APD dans les ressources financières extérieures des pays du Sahel	40
20	Aide et PIB en 1985	41
21	Comparaisons internationales des versements nets d'APD par habitant	43
22	Aide alimentaire aux pays du Sahel	47
23	Aides au fonctionnement	49
24	Engagements d'APD en faveur du développement rural	52
25	Répartition sectorielle des engagements d'aide publique au développement et tendances au cours de la période 1975-1985	59
26	Accords de confirmation et de facilités d'ajustement structurel entre le FMI et les pays du CILSS	63
27	Encours de la dette en 1985 selon les "Sources"	64
28	Balance des paiements - Sénégal	65
29	Balance des paiements - Burkina Faso	66
30	Balance des paiements - Mauritanie	67
31	Balance des paiements - Mali	68
32	Versements d'aide publique au développement Année : 1985	69
33	Engagements nets d'aide publique au développement Année : 1985	70
34	Ventilation sectorielle de l'aide publique au développement - Année : 1985	71

GRAPHIQUES

1	Croissance de la consommation et de l'investissement	13
2	Déficits en ressources	
	- Burkina Faso	14
	- Mali	14
	- Mauritanie	15
	- Niger	15
	- Sénégal	16
3	Engagements et versements nets pour les différents pays du Sahel entre 1974 et 1985	32
4	Evolution des versements nets aux différents pays du Sahel entre 1971 et 1985	33
5	Ecart engagements - versements	36
6	Croissance des engagements	42
7	Croissance du PIB et de l'aide	42

RESUME

UNE SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE TOUJOURS PRECAIRE

Les pays Membres du CILSS connaissent, depuis le début de la décennie 1980, un déséquilibre structurel persistant caractérisé par un excès de la demande intérieure face aux richesses produites. Certes, les deux années de bonne récolte en 1985 et 1986 auront permis une certaine croissance des revenus nationaux, mais cela n'aura pas éliminé les causes profondes du déséquilibre ; les investissements ne cessent de diminuer depuis 1980.

La crise financière se manifeste par un endettement extérieur qui atteint plus de 8 milliards de dollars en 1985, et le service de cette dette représente plus de 25 % des recettes d'exportations.

L'AIDE EN QUESTION

Face à cette situation de crise, les donateurs ne se sont pas démobilisés. Le volume des engagements d'aide publique au Sahel a augmenté sensiblement : il a atteint 1,9 milliard de dollars par an en moyenne entre 1983 et 1985, alors qu'il se situait aux alentours de 1,7 milliard de dollars par an entre 1980 et 1982.

Quant aux versements d'aide, on constate une forte croissance en 1985 du fait de livraisons massives d'aide alimentaire. Ces versements avaient plutôt tendance à stagner entre 1981 et 1984.

A quoi cette aide a-t-elle servi ?

La croissance des engagements d'aide a été surtout due à la croissance de l'aide dite "hors projet" et notamment de l'aide alimentaire et des aides aux budgets et aux balances des paiements des Etats. C'est une aide qui représente depuis les deux dernières années plus de la moitié de l'aide totale. Elle permet d'assurer la survie du Sahel par un apport "d'argent frais" sans pour autant relancer les investissements.

L'aide octroyée dans le cadre de projets a très fortement diminué pour tous les secteurs du développement rural ainsi que pour le secteur écologie. On observe donc un renversement de la tendance observée entre 1975 et 1980 où l'aide s'était portée vers ces secteurs stratégiques.

Donateurs et gouvernements sahéliens se retrouvent face à une situation financière très contraignante qui ne doit pas privilégier le court terme au détriment des opérations d'investissement qui certes n'ont pas de résultats probants dans l'immédiat mais qui préparent l'avenir.

THE HISTORY OF THE UNITED STATES

The first part of the history of the United States is the period of discovery and settlement. It begins with the arrival of Christopher Columbus in 1492 and continues through the early years of the 17th century. This period is characterized by the exploration of the continent and the establishment of the first permanent European colonies.

The second part of the history is the period of the American Revolution. It begins with the signing of the Declaration of Independence in 1776 and ends with the signing of the Constitution in 1787. This period is marked by the struggle for independence from British rule and the establishment of a new form of government.

The third part of the history is the period of the early republic. It begins with the signing of the Constitution in 1787 and continues through the early years of the 19th century. This period is characterized by the development of the federal government and the expansion of the territory.

The fourth part of the history is the period of the Civil War. It begins with the outbreak of the war in 1861 and ends with the signing of the Emancipation Proclamation in 1863. This period is marked by the struggle for the preservation of the Union and the abolition of slavery.

The fifth part of the history is the period of Reconstruction. It begins with the end of the Civil War in 1865 and continues through the early years of the 19th century. This period is characterized by the efforts to rebuild the South and to integrate African Americans into the society.

The sixth part of the history is the period of the Gilded Age. It begins with the end of Reconstruction in 1877 and continues through the early years of the 20th century. This period is marked by rapid industrialization and the rise of a new class of wealthy Americans.

I. LA SITUATION FINANCIÈRE ET MACROÉCONOMIQUE

I.1. Un endettement extérieur toujours contraignant.

Entre 1975 et 1985 l'encours de la dette extérieure totale des pays membres du CILSS a été multiplié par un facteur 8, elle a dépassé 8 milliards de dollars (cf tableau n°1). Pour cinq pays de notre région (cf tableau n°2) l'encours de la dette est supérieur à la richesse nationale créée.

Du fait des rééchelonnements successifs (cf tableau n°5) et des annulations, le service annuel de la dette est faible comparé à l'encours, mais il est sans cesse croissant, et il représente une part importante des recettes d'exportations (souvent plus de 20%).

L'endettement est contraignant. Il oblige les donateurs à régler la crise de liquidité dans les pays du CILSS en apportant des ressources financières sans que ces ressources n'aient d'impact sur la relance des investissements productifs.

L'annulation de dette est une opération facile et peu coûteuse pour les donateurs. Mais elle ne modifie en rien le fond des mécanismes économiques; les compteurs sont remis à zéro, et rien n'indique que dans quelques années nous ne connaissons pas une situation de dette identique à celle que nous connaissons aujourd'hui ; l'annulation de la dette permettrait une "économie" de la réflexion sur les causes réelles de l'endettement, où prêteurs et emprunteurs ont chacun leur part de responsabilité.

Les rééchelonnements ne donnent pas tous les résultats escomptés, et beaucoup de réserves, notamment de la part de la commission des Communautés Européennes, ont été émises sur leur efficacité*.

Ne vaut-il pas mieux essayer de monter des processus productifs qui créeront des recettes suffisantes pour rembourser, plutôt que fournir de la monnaie sans contrepartie économique réelle ?

* "Financement et Dette : le point de vue de la Commission" le Courrier n°97 Mai-Juin 1986.

TABLEAU 1 :

ENCOURS DE LA DETTE EXTÉRIÈRE TOTALE

(en millions \$ E.U.)

PAYS	1975	1980	1984	1985
Burkina Faso	62	295	463	580
Cap Vert	1	20	73	91.6
Tchad	67	156	150	167
Gambie	14	118	249	248
Mali	337	692	1292	1503
Mauritanie	190	754	1340	1509
Niger	117	608	1001	1138
Sénégal	277	938	2137	2653
Guinée Bissau	7	1040	181	253
TOTAL SAHEL	1072	3686	6886	8124

Source : OCDE
World Debt Tables

TABLEAU 2 :

ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE
PAR HABITANT EN % DU PIB EN 1985

(en \$ E.U. et %)

PAYS	DETTE PAR HABITANT (1)	PIB PAR HABITANT (2)	(1) / (2)
Burkina Faso	87	170	51%
Cap Vert	286	310	92%
Tchad	33	80	41%
Gambie	335	220	152%
Mali	193	140	138%
Mauritanie	892	450	198%
Niger	178	200	89%
Sénégal	402	380	106%
Guinée Bissau	287	180	159%
Mexique	1 241	2070	60%
Brésil	787	1810	44%

Source : CAD/OCDE

Rapport sur le développement dans le Monde, 1987.

TABLEAU 3 :

SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

(en millions \$ E.U.)

PAYS	SERVICE DE LA DETTE EFFECTIVEMENT PAYÉ moyenne 1982-84	SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE THEORIQUEMENT DÛ moyenne 1985-87
Burkina Faso	18.6	39.8
Cap Vert	3.2	7.1
Tchad	1.1	5.5
Gambie	8.2	16.9
Mali	12.7	86.2
Mauritanie	39.6	151.6
Niger	83.6	91.4
Sénégal	65.3	227.9
Guinée Bissau	2.7	14.9

Source : World Debt Tables 1987.

TABLEAU 4 :

IMPORTANCE DU SERVICE DE LA DETTE EXTÉRIEURE
PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS EN 1985

(en millions \$ E.U.)

PAYS	EXPORTATIONS TOTALES.(1)	SERVICE DE LA DETTE(2)	(2) / (1)
Burkina Faso	68	26.7	40%
Cap Vert	3	4.6	153%
Tchad	113	8.1	7%
Gambie	23	8.1	35%
Mali	172	37.9	22%
Mauritanie	374	78.4	21%
Niger	250	66.9	27%
Sénégal	526	88.6	17%
Guinée Bissau	8	10.2	127%
Mexique			37%
Brésil			26,5%

Source : World Debt Tables, 1987.
Atlas Banque Mondiale.

note: on rappellera que le seuil de 20% est considéré comme
"critique" par de nombreux experts.

TABLEAU 5 :

RENEGOCIATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE

DES PAYS MEMBRES DU CILSS

(en millions \$ E.U.)

	1975-1981		1982		1983		1984		1985		1986		Nombre de renégociations 1975-86
	CP	CL	CP	CL	CP	CL	CP	CL	CP	CP	CL	CP	
GAMBIE												25	1
MAURITANIE									77			27	2
NIGER					33		39	28	32			39	5
SENEGAL		77	84		64		97	105	22			86	7
TOTAL		77	84		97		39	125	214	22		177	
TOTAL	77		84		97		164		236		177		15

CP = Club de Paris

CL = Club de Londres

Sources : World Debt Tables 1986, Banque Mondiale
Bulletin du FMI
OCDE/CAD

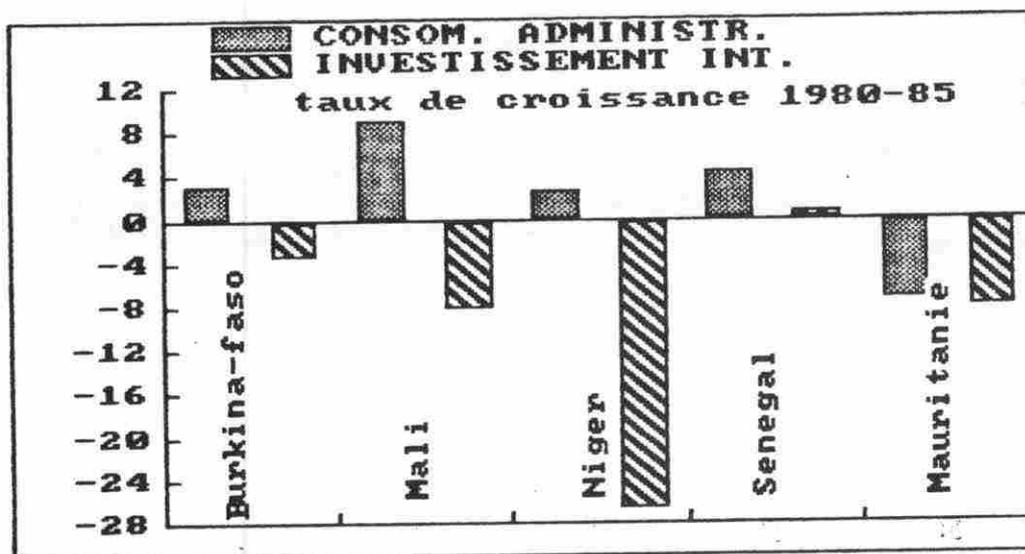
I.2. Un déséquilibre structurel persistant.

En 1985 et en 1986, le PIB par habitant a légèrement progressé du fait des conditions climatiques favorables qui ont permis de bonnes récoltes. Mais le déficit en ressources (cf graphiques suivants) ne se résorbe pas ; mesuré par la différence entre les importations et les exportations de biens et services ou bien entre l'épargne et l'investissement, il montre que les pays du CILSS s'orientent de plus en plus vers le statut de pays consommateurs et de moins en moins vers celui de producteurs ; pour la plupart d'entre eux, la consommation publique et privée excède largement le PIB.

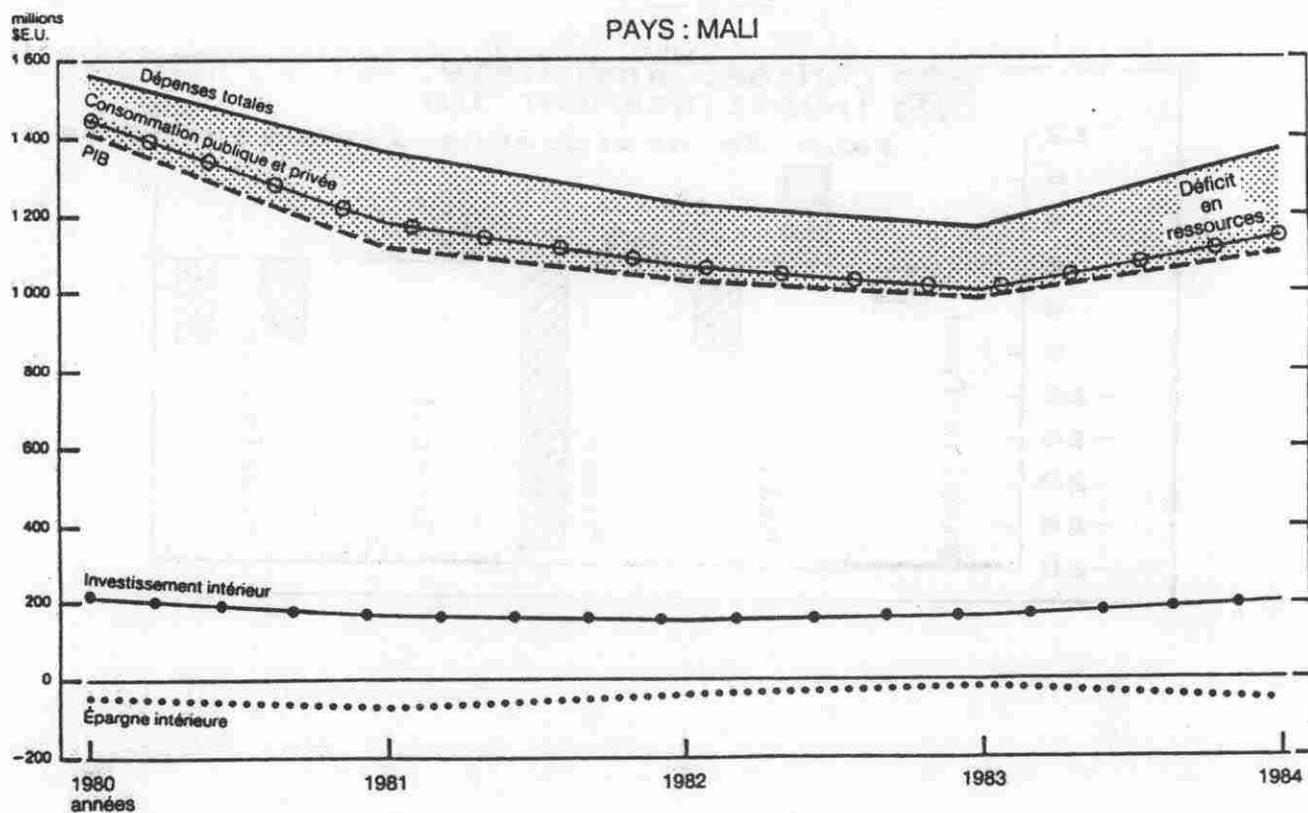
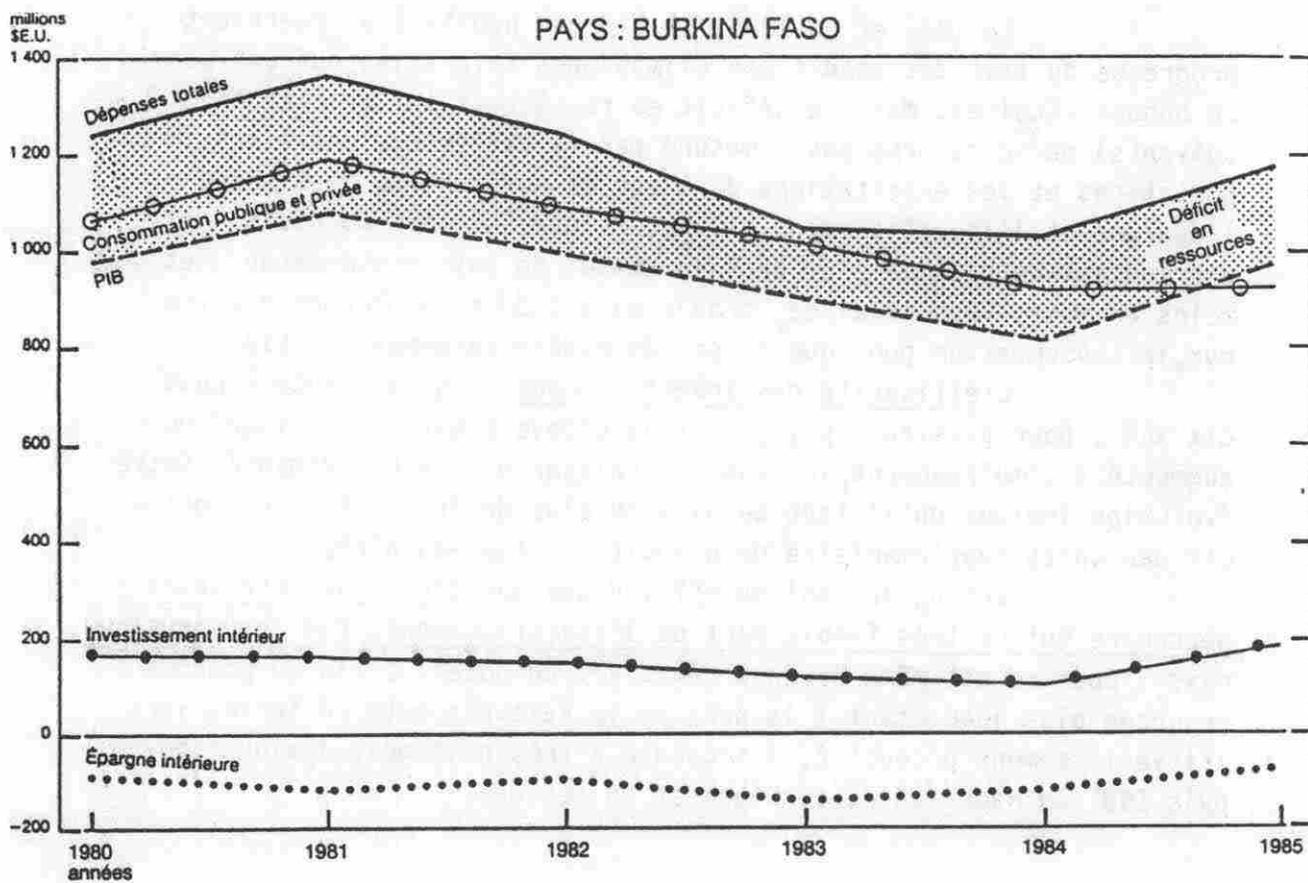
L'efficacité des investissements est en chute depuis dix ans ; pour plusieurs pays, le taux d'investissement a stagné ou augmenté ; simultanément, le taux de croissance du PIB a diminué. Cette évolution indique qu'il faut de plus en plus de francs CFA pour obtenir une unité supplémentaire de produit (cf tableau n°6).

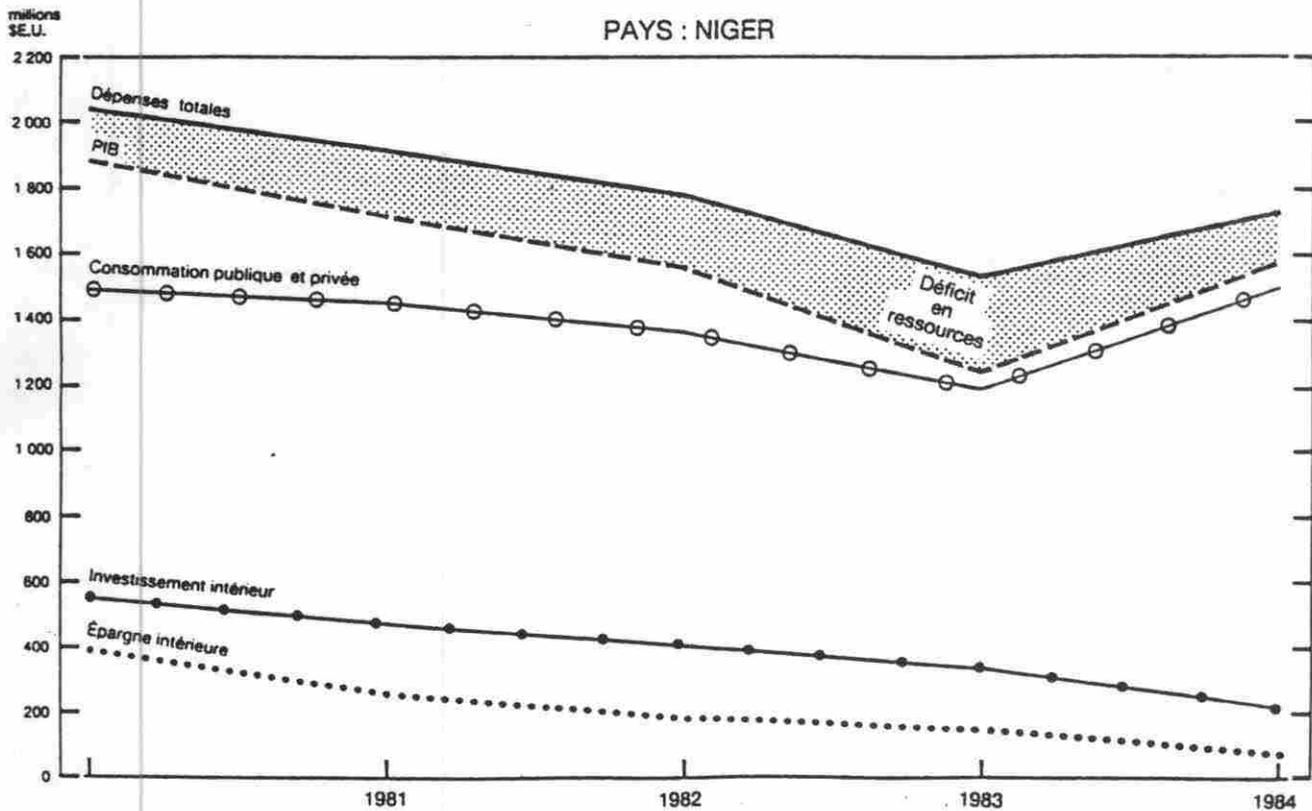
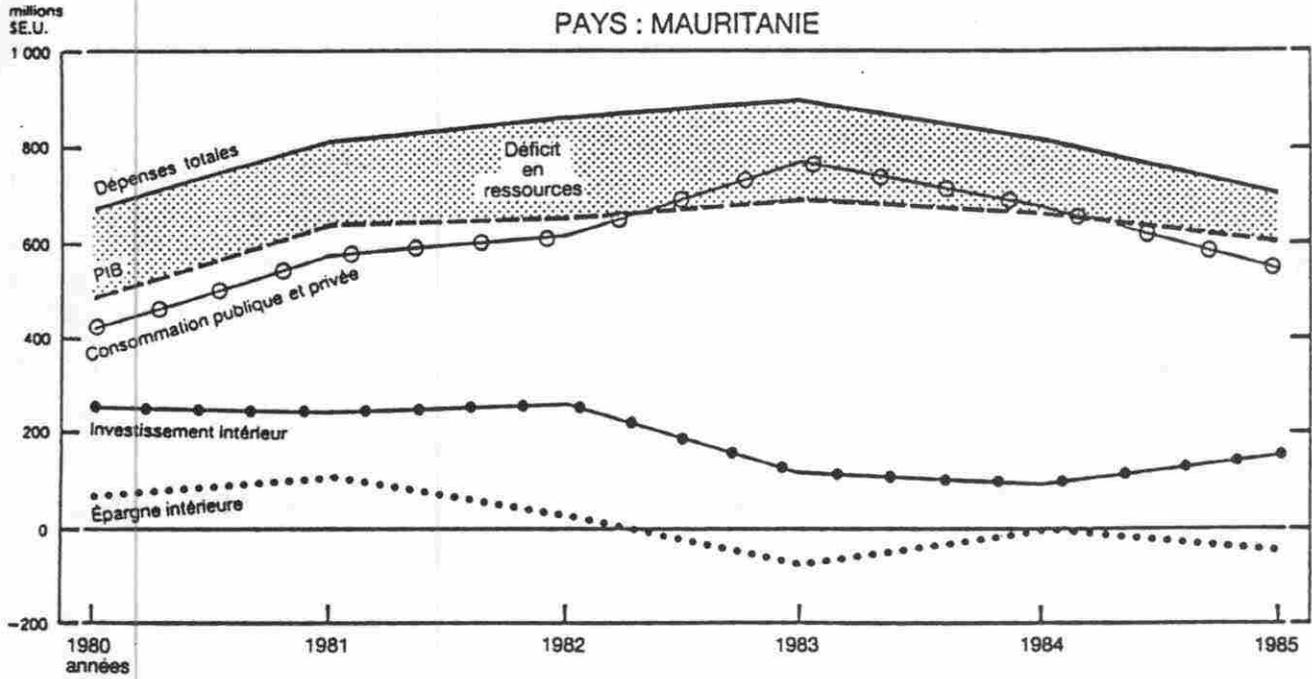
Enfin, le tableau n°7 indique que l'épargne intérieure ne couvre qu'une très faible part de l'investissement. Pour plusieurs pays l'épargne est même devenue négative. On notera enfin un phénomène beaucoup plus inquiétant ; la part de la valeur ajoutée, orientée vers l'investissement productif, a tendance à très nettement diminuer depuis 1981 en Mauritanie, au Niger et au Sénégal.

Graphique 1 : Croissance de la consommation et de l'investissement



Graphique 2 : Déficits en ressources





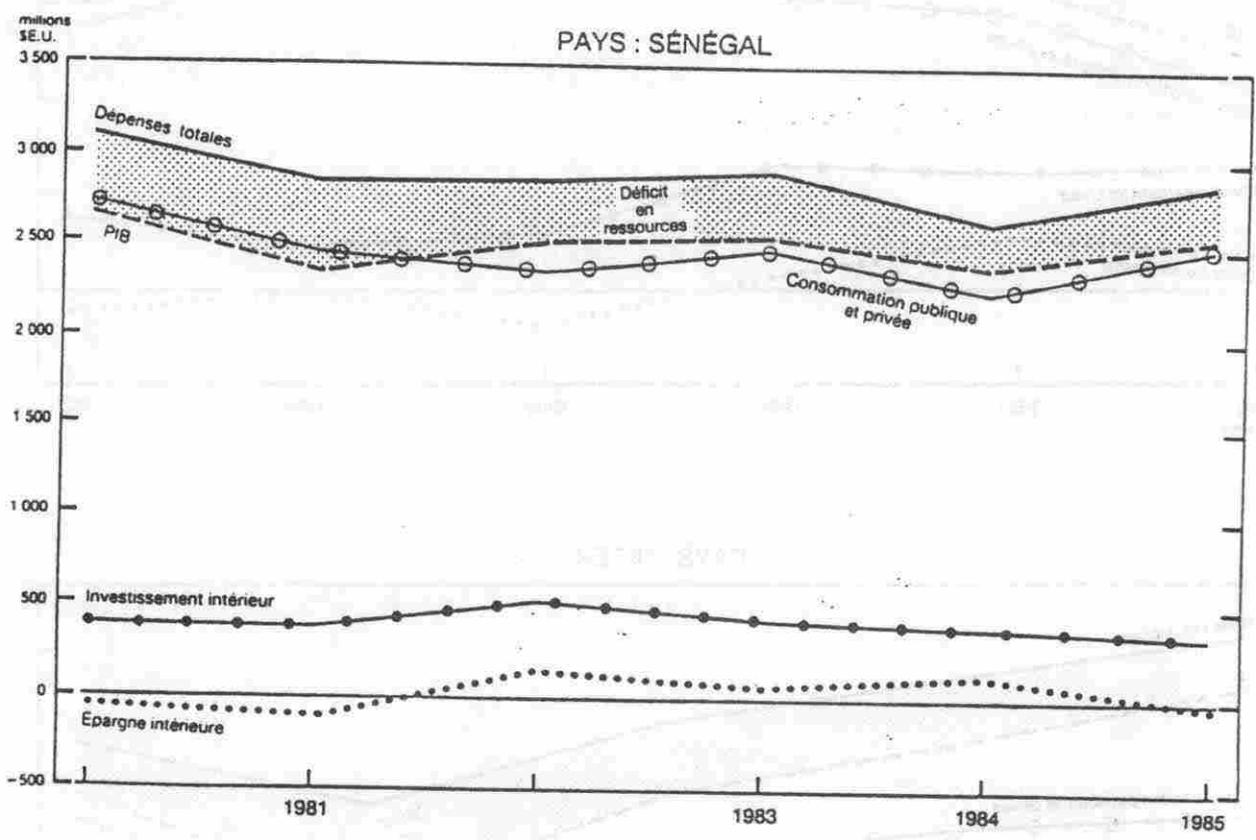


TABLEAU 6 :
Investissement et croissance du PIB (en %)

PAYS	Taux d'investissement				Croissance du PIB			
	1966-71	1971-76	1976-81	1981-85	1966-71	1971-76	1976-81	1981-85
Tchad	13	12	13	--	1,4	1,9	-8,1	--
Mali	17	15	16	17	3,3	5,4	2,2	-0,5
Burkina Faso	11	23	18	15	3,1	4,5	2,9	2,4
Niger	15	25	32	23	1,3	-1,7	7,5	-3,6
Gambie	8	9	26	--	3,5	7,4	0,2	--
Sénégal	14	19	19	17	1,4	4,0	1,2	3,3
Mauritanie	25	32	36	29	4,3	3,0	1,9	0,2

Sources: "Développement accéléré de l'Afrique au Sud du Sahara". Banque Mondiale, 1985. Rapport sur le développement dans le Monde, 1987.

TABLEAU 7 :
Investissement et Epargne (en % du PIB)

PAYS	Investissement Intérieur				Epargne Intérieure		
	1965	1981	1983	1985	1965	1983	1985
Burkina Faso	10	16	12	20	2	-15	-7
Mali	23	16	17	19	11	-2	-5
Mauritanie		38	18	25		-11	8
Niger	15	27	25	14	9	11	5
Sénégal	12	17	17	14	8	3	1

Source : Rapport sur le développement dans le monde. Banque Mondiale, 1984 et 1987.

En conclusion, nous garderons à l'esprit

- que l'endettement extérieur est toujours croissant et contraignant,
- que l'ajustement structurel des économies sahéliennes ne se fait pas par l'investissement.

Face à cet environnement économique et financier, quelle a été l'attitude des bailleurs de fonds vis-à-vis du volume et de l'orientation de l'aide publique au développement ?

Pays	1970		1971		1972	
	Volume	Orientation	Volume	Orientation	Volume	Orientation
Senegal	100	...	100	...	100	...
Mali
Niger
Burkina Faso
Ghana
Cote d'Ivoire
Sierra Leone
Liberia
Guinée
Sierra Leone
Liberia
Guinée

Pays	1970		1971		1972	
	Volume	Orientation	Volume	Orientation	Volume	Orientation
Senegal	100	...	100	...	100	...
Mali
Niger
Burkina Faso
Ghana
Cote d'Ivoire
Sierra Leone
Liberia
Guinée
Sierra Leone
Liberia
Guinée

II. LE VOLUME DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT AU COURS DE LA PERIODE 1975 - 1985.

II.1. L'évolution des engagements d'aide publique au développement

En moyenne au cours des trois dernières années (1983 à 1985), les engagements d'APD ont représenté plus de 1,9 milliard de dollars par an, soit une augmentation de 12% par rapport à la période triennale 1980-82 où ils atteignaient 1,7 milliard de dollars en moyenne annuelle (cf. graphique 6).

Depuis le début de la décennie 80, les engagements d'aide publique ont augmenté au rythme moyen de 3% par an.

La valeur de l'aide exprimée en dollars américains tient compte des variations de taux de change des monnaies européennes vis à vis du dollar qui s'est fortement apprécié au cours des années 1981-85.

Il est préférable d'exprimer les engagements d'aide publique en ECU (European Currency Unit), du fait qu'une large part des ressources financières des pays du CILSS seront dépensées en Europe. Sur cette base, l'aide a augmenté de plus de 14% par an, comme l'indique le tableau 8.

TABLEAU 8 :

ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

	En millions de \$ E.U. courants	En millions d'ECU courants
1979	1688	1230
1980	1570	1126
1981	2035	1826
1982	1575	1613
1983	1822	1867
1984	2176	2757
1985	1889	2475
Taux de croissance annuel moyen	3%	14%

Pour estimer le pouvoir d'achat de l'aide au cours de la période 1975-85, il faut tenir compte de la variation des taux de change et de l'inflation mondiale. Le déflateur du PNB des pays membres du CAD incorpore ces deux éléments afin de donner une estimation de la valeur réelle de l'aide.

TABLEAU 9 :

ENGAGEMENTS D'APD EN VALEUR RÉELLE.

(base 1975 = 100)

Moyenne 1975-77	Moyenne 1978-80	1981	1982	1983	1984	1985	Taux de croissance annuel moyen (en%) 1975-80	Taux de croissance annuel moyen (en%) 1980-85
940	1050	1332	1055	1223	1492	1280	3%	5%

Quelques faits conjoncturels expliquent les importantes variations annuelles des engagements d'aide que l'on peut observer sur le tableau n° 9;

- En 1980 le recul des engagements d'aide par rapport à 1979 s'explique essentiellement par une diminution des interventions des pays et des Institutions financières de l'OPEP en faveur de la Mauritanie ; en 1979 les financements de la route Nouakchott-Kiffa-Nema et des mines de fer de Guelb-El-Rhein ont représenté 260 millions de dollars, soit 72% de l'aide de l'OPEP aux pays du CILSS ;

- En 1981, la progression des engagements est due en grande partie à la décision de financer le programme régional de mise en valeur du fleuve Sénégal ; les barrages de Diama et de Manantali ont mobilisé plus de 300 millions de dollars ;

- En 1982, l'aménagement du fleuve Sénégal a continué à mobiliser d'importants volumes d'aide (265 millions de dollars environ). Malgré cela, les engagements d'aide ont été moins importants qu'en 1981, plusieurs sources bilatérales et multilatérales ayant réduit sensiblement leurs engagements.

- En 1983, le changement principal du volume de l'aide par rapport à 1982 est la forte croissance des interventions bilatérales et, notamment, celle de l'Italie dont le programme dépasse 120 millions de dollars.

- L'année 1984 est caractérisée par une croissance sans précédent de l'aide américaine (provenant essentiellement de l'aide alimentaire; 120 millions de dollars en 1984 sur un total de 290 reçus pour ce type d'aide par l'ensemble de la région Sahélienne), française et canadienne. On notera la progression régulière de l'aide japonaise et néerlandaise depuis 1981. Par contre, l'aide de la République Fédérale d'Allemagne décroît depuis 1981, année au cours de laquelle son niveau le plus élevé a été atteint en raison du financement du barrage de Manantali. La forte progression des aides de l'OPEP provient pour l'essentiel du programme régional d'hydraulique villageoise financé par l'Arabie Séoudite (130 millions de dollars environ).

- En 1985, le recul important des engagements d'aide tient essentiellement à la baisse des interventions bilatérales des pays membres de l'OPEP

II.2. Les engagements d'APD par donateur

Entre 1975 et 1984 près de 15 milliards de dollars ont été engagés en faveur des pays membres du CILSS. La répartition de l'aide par groupe de donateurs a peu changé d'une année sur l'autre au cours de cette période : les pays de l'OCDE contribuent pour plus de la moitié de l'aide publique globale, les Institutions financières multilatérales (IDA, FED, PNUD, ...) plus de 25%, et les pays et institutions financières de l'OPEP 20%.

Environ quarante donateurs (non compris les ONG et les organismes privés d'aide) participent au financement du développement dans les pays du CILSS dans des proportions très différentes ; le tableau suivant montre que dix donateurs ont engagé 13,7 milliards de dollars entre 1975 et 1985, soit 79% de l'aide totale.

TABLEAU 10

LES DIX PREMIERS DONATEURS DANS LES PAYS DU CILSS

TOTAL DES ENGAGEMENTS APD 1975-1985

	Millions \$ E.U. courants	% de l'aide totale
- FRANCE (FAC + CCCE)	3,321	19,1
- FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT	1,847	10,6
- ETATS UNIS	1,665	9,6
- ALLEMAGNE	1,368	7,9
- BANQUE MONDIALE (IDA)	1,358	7,8
- ARABIE SEODITE	1,146	6,6
- NATIONS UNIES	1,048	6,0
- CANADA	781	4,5
- FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	581	3,3
- PAYS BAS	574	3,3
TOTAL DIX PREMIERS DONATEURS	13,689	79
TOTAL DES ENGAGEMENTS D'APD	17,345	

II.2.1. L'aide bilatérale des pays de l'OCDE

Au cours des années 1984 et 1985, plusieurs agences ont augmenté le niveau de leurs engagements (cf. tableau n°9) ;

- La FRANCE, a augmenté ses contributions bilatérales de 35% environ en 1985 par rapport à la moyenne de années 1980-1983. On notera cependant une baisse de l'aide en 1985 par rapport à 1984, du fait d'une réduction des programmes en Mauritanie, au Mali et au Burkina Faso. Les engagements de la France représentent plus du tiers de l'aide bilatérale fournie par l'ensemble des pays de l'OCDE.

- Les PAYS BAS, en 1985 retrouvent à peu près le niveau d'engagements qu'ils avaient atteint en 1978-1981 soit près de 50 millions \$ E.U., après une baisse importante enregistrée en 1982 (23 millions de \$ E.U.)

- Les ETATS-UNIS, ont presque doublé leur aide au Sahel en 1984-1985 par rapport à la moyenne des années 1980-1983. Cette forte augmentation s'est portée dans sa quasi totalité sur l'aide alimentaire, notamment en 1984.

- L'ITALIE, a engagé un programme d'aide au Sahel très important en 1983 (120 millions \$ E.U.) qui semble se poursuivre en 1985 (123 millions \$ E.U.) après un ralentissement en 1984. En 1985, le tiers de l'aide italienne aux pays membres du CILSS a bénéficié au Tchad. Observons que les contributions de l'Italie étaient nettement plus modestes au cours des années 1975-1982 (1 million \$ environ chaque année).

- Le JAPON a augmenté ses engagements en 1984 et 1985 (49 millions \$ E.U.) par rapport au niveau atteint en 1981 et 1982 (25 millions \$ E.U.).

- Le DANEMARK, a sensiblement augmenté ses engagements en 1983 et 1984 (24 millions \$ E.U.) par rapport à la période 1975-1982 (5 à 7 millions \$ E.U. en moyenne). On note toutefois une baisse de l'aide en 1985.

- La BELGIQUE, a engagé un volume d'aide en 1985 identique à celui des années 1980-81 (21 millions \$ E.U. environ) après une période de baisse continue entre 1982 et 1984.

- La SUISSE, qui avait fortement diminué ses engagements entre 1982 et 1984 (19 millions \$ E.U. en moyenne), par rapport à 1981 (38 millions \$ E.U.) les a portés à plus de 30 millions de \$ E.U. en 1985.

- Le ROYAUME-UNI a augmenté ses aides en 1985 par rapport aux années 1980-84 ; le Sénégal en a été le principal bénéficiaire.

Certains donateurs ont des volumes d'aide extrêmement variables d'une année à l'autre :

- L'ALLEMAGNE, dont le programme d'aide atteignait plus de 20 millions de \$ E.U. en 1981, a diminué régulièrement ses engagements qui se sont élevés à 80 millions de \$ E.U. en 1984. L'année 1985 sera marquée par une hausse de plus de 80% par rapport à l'année précédente.

- Le CANADA avait très fortement augmenté ses engagements en 1983 et 1984 (164 millions \$ E.U.) par rapport aux années 1975-79 (73 millions \$ E.U.), et surtout 1980-82 (20 millions de \$ E.U.). L'année 1985 enregistre un niveau d'engagement cinq fois plus faible que celui de l'année antérieure.

- La NORVEGE, avait fortement augmenté ses engagements en 1984 par rapport aux années 1975-83, du fait d'un programme en faveur de la Gambie. L'année 1985 se caractérise par une forte chute.

II.2.2. L'aide Multilatérale

Le Fonds Européen de Développement (FED) est le donateur le plus important de l'aide multilatérale (cf tableau 9) 150 à 200 millions \$ E.U. chaque année en moyenne, au cours des années 1975 à 1985, soit 30 à 40% de cette aide.

L'autre composante de l'aide multilatérale est constituée par les concours de la Banque Mondiale (135 millions \$ E.U. en moyenne annuelle 1980-1985 soit 20 à 30% de cette aide), des Nations Unies (20 à 30% de l'aide multilatérale selon les années), l'aide des Nations Unies a triplé depuis 1982, et du Fonds Africain de Développement (10% en moyenne au cours des années 1975-1985).

II.2.3. L'aide des pays et Institutions financières de l'OPEP

L'aide des pays et Institutions financières de l'OPEP (cf. tableau 9) provient essentiellement de deux bailleurs de fonds bilatéraux ; l'Arabie Séoudite qui a engagé plus de 1 milliard \$ E.U. entre 1975 et 1985, soit 40% du montant total de l'OPEP, et le Koweït qui a engagé plus de 500 millions \$ E.U. entre 1975 et 1985 soit près de 20% de l'aide de l'OPEP.

II.3. Les engagements d'aide par pays sahélien

Entre 1975 et 1980 les engagements d'aide ont augmenté pour tous les pays du CILSS (cf. tableau 11), à l'exception du Tchad. Il n'en a pas été de même au cours de la période 1980 à 1985, où l'on a observé une croissance assez soutenue des engagements en faveur du Tchad, du Mali, du Sénégal, du Niger, des Iles du Cap Vert et de la Guinée Bissau, et une baisse des engagements en faveur de la Mauritanie, de la Gambie et du Burkina Faso (cf. tableau N°11).

TABLEAU 11

Croissance et répartition des engagements d'APD
au cours des périodes 1975-80 et 1980-85

	Taux de croissance annuel moyen (en %) 1975 - 1980	Taux de croissance annuel moyen (en %) 1980 - 1985	en % de l'aide totale moyenne 1975-1985
Iles du Cap Vert	+ 31%	+ 3,7%	3,6%
Tchad	- 6%	+ 38%	6,8%
Gambie	+ 36%	- 11%	3,4%
Guinée Bissau	-----	+ 2,3%	3,8%
Mali	+ 6%	+ 18%	15,8%
Mauritanie	+ 19%	- 2%	12,7%
Niger	+ 6%	+ 7%	13,5%
Sénégal	+ 16%	+ 5%	18,2%
Burkina Faso	+ 17%	- 2%	13,6%
Régional	+ 20%	--	8,7%
Aide globale	+ 13,5%	+ 4,7%	100%

TABLEAU 12 :

ÉVOLUTION DES ENGAGEMENTS D'APD PAR DONATEUR AU COURS DES ANNÉES 1975/85

I. PAYS DE L'OCDE

(en millions \$ E.U. courants)

Donateurs	Moyenne 1975-79	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Australie	0.704	--	--	--	--	--	0.060
Allemagne	110.864	93.509	209.760	164.517	112.800	81.200	148.430
Autriche	0.598	0.833	2.904	--	1.500	2.100	2.490
Belgique	14.406	21.591	24.161	15.887	14.700	9.900	22.600
Canada	73.779	10.730	69.727	38.820	94.300	164.500	32.650
Danemark	3.807	19.160	2.116	7.306	23.600	24.300	11.480
Etats-Unis	96.916	130.111	143.322	144.360	190.200	314.600	244.830
Finlande	0.045	0.519	0.618	--	0.400	0.500	2.270
France	219.515	319.216	384.068	302.281	328.200	458.880	416.790
Royaume-Uni	12.529	8.798	6.830	7.210	5.600	4.500	13.030
Pays-Bas	43.322	86.883	49.437	23.058	55.800	61.700	49.840
Irlande	0.149	0.029	--	--	--	--	0.030
Italie	0.999	0.710	2.550	--	120.100	41.600	123.650
Japon	18.403	38.747	26.590	25.270	36.600	40.500	49.840
Norvège	7.677	3.969	1.851	--	0.900	19.100	1.680
Suède	5.254	16.384	2.962	8.365	8.200	9.500	15.500
Suisse	10.637	11.967	38.556	22.661	21.700	14.200	30.020
Total OCDE	619.604	763.156	965.452	759.735	1.015.000	1.247.080	1.142.110

TABLEAU 13 :

EVOLUTION DES ENGAGEMENTS D'APD PAR DONATEUR AU COURS DES ANNEES 1975/85

II. INSTITUTIONS FINANCIERES MULTILATERALES (à l'exception de l'OPEP)

(en millions \$ E.U. courants)

Donateurs	Moyenne 1975-79	1980	1981	1982	1983	1984	1985
I.D.A.	98.040	122.000	166.300	93.200	138.000	92.000	204.000
F.E.D.	153.024	180.063	239.224	202.474	133.000	175.200	117.120
F.A.D.	38.559	34.326	58.641	73.713	51.200	76.800	76.460
F.I.D.A.	8.725	22.400	19.702	10.986	12.900	4.700	3.900
A.C.C.T.	1.091	2.025	--	--	--	--	--
Programme spécial ACCT	205						
B.O.A.D.		5.814					
FMI Trust Fund		22.445					
Aide NATIONS UNIES	52.377	101.227	97.790	72.020	139.900	161.100	220.200
TOTAL MULTI- LATERAL	352.021	490.300	581.657	452.393	475.000	509.800	621.680

TABLEAU 14 :

EVOLUTION DES ENGAGEMENTS D'APD PAR DONATEUR AU COURS DES ANNEES 1975/85

III. PAYS ET INSTITUTIONS FINANCIERES DE L'OPEP.

(en millions \$ E.U. courants)

Donateurs	Moyenne 1975-79	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A.F.E.S.D.	15.345			6.671	31.280	21.960	12.060
A.F.T.A.A.C.	305						--
Algérie	785	2.000	100		3.500	330	5.900
Arabie Séoudite	88.273	67.900	102.221	160.064	79.010	237.180	50.150
BADEA	15.860		326	9.000	15.050	150	5.050
Emirats Arabes Unis	13.389	13.263	53.751	50.552	1.500		10.000
Fonds Spécial OPEP	15.591	34.000	59.520	417060	30.600	15.230	11.150
Iran	1.557				50		--
Irak	11.580	46.610	48.181				--
Koweït	33.028	40.460	136.002	26.371	56.620	59.330	10.410
Libye	4.809	34.680	1.400		30.130	10.630	1.600
Nigéria	4.769				110		--
Qatar	3.934	3.300			1.000		1.100
FASAA	4.580						
BisD	9.208	6.000	24.212	8.113	15.430	67.730	18.140
TOTAL Pays de l'OPEP & Institutions Financières	223.013	248.243	425.713	301.831	264.400	412.540	125.560

TABLEAU 15 :

ÉVOLUTION GÉNÉRALE DES ENGAGEMENTS D'APD RECUS PAR DIFFÉRENTS PAYS DU SAHEL ENTRE 1975 ET 1985

(en millions \$ E.U. courants)

	Iles du Cap Vert	Tchad	Gambie	Guinée Bissau	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Burkina Faso	Régional	TOTAL GENERAL
MOYENNE 1975-79	40.700	104.951	37.692	65.300	188.558	201.259	158.521	209.406	162.412	87.383	1.385.884
1980	76.339	35.682	98.519	68.800	208.586	274.694	208.917	287.664	250.473	60.825	1.501.767
1981	60.428	69.237	64.052	63.400	248.225	188.841	272.247	354.622	326.014	389.154	2.036.223
1982	36.870	82.868	46.049	62.400	182.172	144.178	192.244	268.750	218.160	342.668	1.576.359
1983	97.000	109.800	66.400	122.600	302.000	163.100	256.100	431.200	252.700	76.100	1.877.000
1984	94.100	143.900	84.000	76.200	410.700	190.000	345.600	446.530	246.700	207.880	2.245.610
1985	61.970	210.550	33.280	62.600	449.140	231.830	271.110	316.760	249.990	1.850	1.889.150
TOTAL 1975-85	630.208	1.171.794	547.482		2.294.473	1.967.108	2.067.711	2.835.798	2.106.109	1.513.544	17.364.260
1977-85				651.000							

Note : Les engagements d'aide en faveur de la Guinée Bissau ont été estimés à 65 millions \$ E.U. en moyenne pour les années 1977 à 1979.

II.4. La structure des engagements d'aide par donateur et par pays sahélien

Entre 1975 et 1985 la distribution des engagements d'APD par pays sahélien et donateur n'a pas beaucoup changé. Il existe quelques relations de coopération très "privilégiées" entre certains pays sahéliens et certains donateurs, comme l'indique le tableau 16 :

- les pays et institutions financières de l'OPEP contribuent à près de 20% de l'aide globale au Sahel, mais près des deux tiers de leurs engagements s'orientent vers la Mauritanie,
- la France et l'IDA sont les donateurs privilégiés du Sénégal et du Burkina Faso,
- les Iles du Cap Vert entretiennent une coopération soutenue avec les Pays Bas et la Suède,
- l'aide du Royaume-Uni se dirige essentiellement vers la Gambie,
- le Japon et le Canada ont une coopération étroite avec le Niger.

II.5. L'évolution des versements d'APD

Les versements nets d'APD ont suivi une évolution très différente de celle des engagements. Entre 1975 et 1981 la croissance des versements nets a été régulière ; en dollars constants les versements nets ont augmenté de 30% environ pendant cette période. Ils sont restés, par contre, quasi stationnaires entre 1981-1984 (1,4 milliard de \$ E.U. en moyenne). Ils ont augmenté en 1985, atteignant 1,750 milliard de \$E.U.

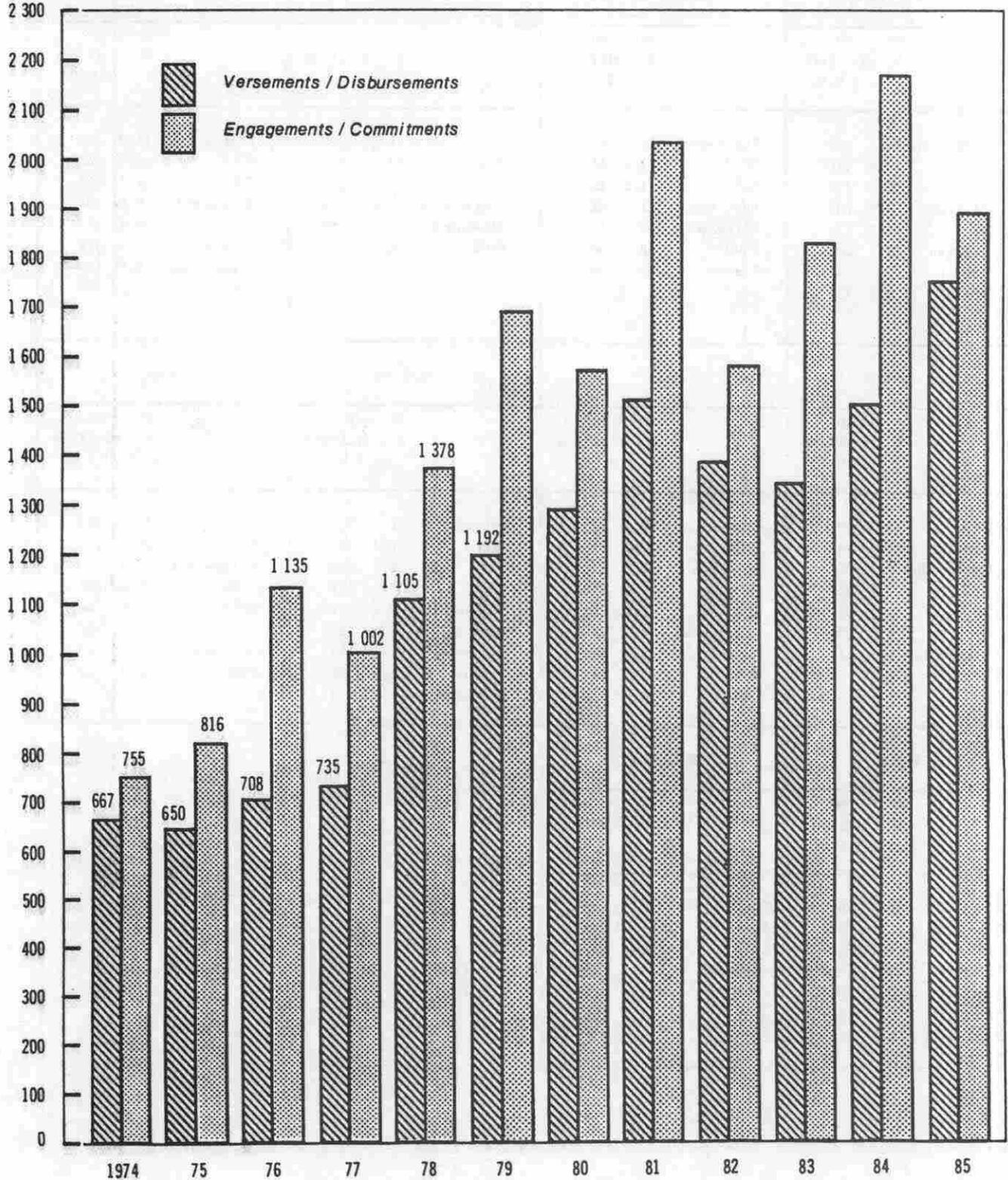
Selon les pays, les versements d'aide varient énormément d'une année à l'autre.

On notera une tendance marquée plutôt à la baisse pour le Burkina Faso et la Gambie ; et une tendance très nettement marquée à la hausse pour le Tchad et le Mali et le Niger.

Graphique 3: ENGAGEMENTS ET VERSEMENTS NETS POUR LES DIFFERENTS PAYS DU SAHEL ENTRE 1974 ET 1985

Figure 3: TOTAL NET DISBURSEMENTS AND COMMITMENTS IN THE SAHELIAN COUNTRIES 1974-1985

Millions de dollars courants
\$ Millions



Graphique 4 ÉVOLUTION DES VERSEMENTS NETS AUX DIFFÉRENTS
PAYS DU SAHEL ENTRE 1971 ET 1985

Figure 4 NET DISBURSEMENTS TO SAHELIAN COUNTRIES 1971-1985

Millions \$ US
Millions US \$

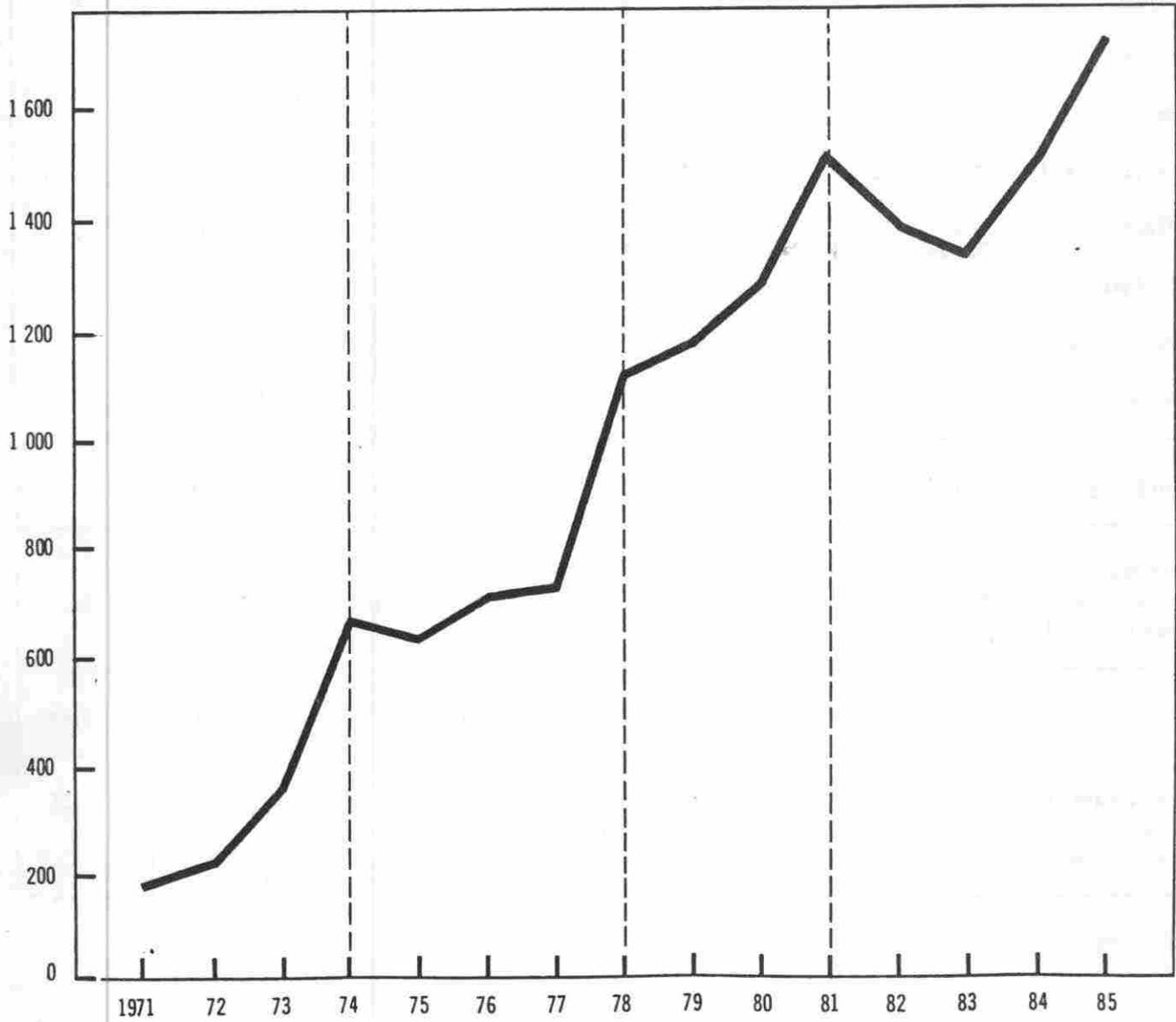


TABLEAU 17 :

EVOLUTION GENERALE DES VERSEMENTS NETS D'APD

(en millions \$ E.U.)

	1971	1976	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Taux de croissance annuel moyen en % 1980-85
Iles du Cap Vert	--	24.8	64.4	50.3	54.9	59.2	63.9	69.7	
Tchad	30.6	62.3	35.3	59.8	64.7	95.3	115.4	181.5	
Gambie	3.7	12.0	54.4	59.0	47.6	41.1	53.6	50.0	
Mali	30.2	89.0	252.1	229.4	210.3	214.9	320.4	379.2	
Mauritanie	12.2	180.2	175.9	233.7	187.0	175.6	171.6	215.5	
Niger	38.0	129.6	170.2	193.4	257.5	175.0	162.0	304.4	
Sénégal	53.1	126.8	263.0	396.7	284.8	322.3	368.3	294.5	
Burkina Faso	28.7	84.1	212.3	217.0	212.8	183.7	188.6	197.6	
Guinée Biss.	--	--	59.5	65.2	65.2	64.2	55.2	57.8	
TOTAL SAHEL	196.5	708.8	1.287.1	1.504.5	1.384.8	1.331.0	1.499.0	1.750.3	+ 1,7%
Afrique Sud Sahara (hors Sahel)	1.248.5	3.001.4	6.789.2	6.633.4	6.789.2	6.604.0	6.721.7	7.783.0	+ 3,2%
Asie (1)	3.620.5	8.055.6	13.355.3	12.393.0	10.795.7	10.783.7	10.954.6	10.741.0	- 5,4%
Total Pays en Développement	7.612.1	18.537.9	33.779.7	32.822.5	29.596.8	29.201.5	30.171.3	32.149.5	- 3,2%

(1) Chine non comprise

TABLEAU 18 :

REPARTITION PAR SOURCE DE FINANCEMENT
DES VERSEMENTS NETS D'APD AUX PAYS DU CILSS

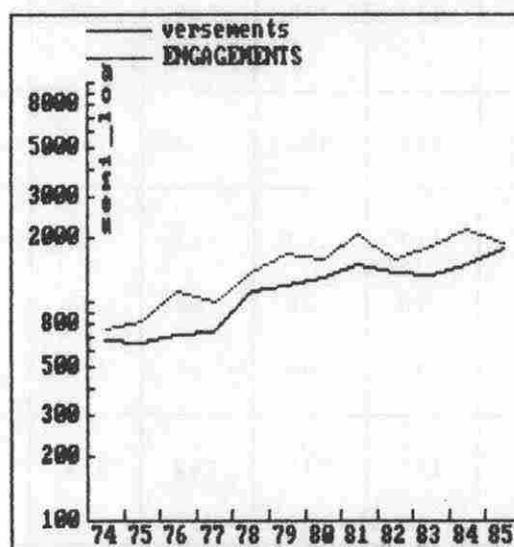
	Moyenne 1975 1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Total CAD bilatéral	441,5	732,7	823,1	753	767	923,3	1069
dont France	200	291	349	258	236	352	345
Allemagne	71	115	129	141	108	85	98
Etats Unis	62	127	138	127	138	195	281
Total multilatéral	297	368	394	363	342	381	513
dont FED	151	117	163	125	85	107	114
IDA	56	70	66	66	77	78	124
Nations Unies	59	72	99	98	130	151	206
Total OPEP	138	143	215	242	189	115	151
Total versements nets	877	1287	1504	1385	1331	1499	1750

II.6. L'évolution de l'écart entre les engagements et les versements d'APD

Par rapport à la période 1975-80, l'écart entre engagements d'APD et versements bruts d'APD a tendance à s'accroître au cours de la période 1981-1984 ; il était en moyenne annuelle de 180 millions de dollars, il atteint désormais 250 millions de dollars environ. Les versements bruts ont diminué d'année en année depuis 1981 - pour tous les pays du CILSS, à l'exception du Tchad et du Mali (pour l'année 1984 uniquement).

En 1985 l'écart s'est amoindri du fait d'importants versements d'aide alimentaire et de soutiens budgétaires. Mais il reste important pour l'ensemble de l'aide octroyée dans le cadre de projets, c'est à dire finançant l'investissement.

Graphique 5 : Ecart engagements - versements



Plusieurs facteurs contribuent à expliquer l'écart croissant entre les engagements et les versements d'aide publique :

- Les formalités techniques et administratives souvent lourdes, tant pour "l'aide projet" que pour l'aide au fonctionnement, demandées par les bailleurs de fonds, occasionnent des retards dans les décaissements ;
- La réalisation de certaines réformes économiques exigées de plus en plus fréquemment par les bailleurs de fonds, retarde les décaissements. Ces conditions sont difficiles à négocier et plus encore à appliquer ;

- La multiplicité des interventions extérieures impose de lourdes servitudes aux Etats sahéliens. On ne dénombre pas moins de 900 à 1000 actions (hors projet ou dans le cadre de projets) engagées chaque année au Sahel. En 1984, le Burkina Faso n'a pas reçu moins de 300 missions dans le secteur de l'hydraulique rurale. Eu égard aux capacités des administrations locales, gérer tant d'activités est du domaine de l'exploit.

- Un facteur souvent moins frappant mais fondamental, peut expliquer les retards dans les décaissements ; beaucoup de projets ne génèrent pas de réelles capacités productives, c'est-à-dire qu'il manque un investissement complémentaire à une opération permettant sa rentabilité réelle. Par exemple au Mali, le barrage de Selingué faute d'investissement dans des infrastructures de transports d'électricité, fonctionne à 50% de sa capacité productive et ne peut assurer le service de sa dette extérieure ; il découle de cette situation que, faute de non-remboursement des emprunts, les décaissements d'aide en faveur d'un autre investissement, le barrage de Manantali, sont interrompus ;

- On observe aussi une perplexité croissante des agences de coopération qui ne discernent pas les résultats de leur aide et qui doutent de leur capacité à promouvoir le développement. Cette attitude tend à retarder les décisions de décaissements liées à l'investissement ;

- Enfin, en raison des restrictions budgétaires des agences de coopération, les versements d'aide prennent un certain retard.

Il semble que l'importance des fonds engagés et non versés qui s'était accentuée entre 1981 et 1984 par rapport à la période 1975-80, pour le Niger et le Burkina Faso, diminue fortement en 1985.

ECART ENGAGEMENTS-VERSEMENTS D'APD

	1975-80	1981-84	1985
NIGER	46	245	-32
BURKINA FASO	160	220	53

Depuis 1981, l'écart engagements-versements en Mauritanie est quasi nul (alors qu'il était proche de 300 millions \$ E.U. entre 1975 et 1980), du fait de l'importance des engagements hors projets entre 1978 et 1980 déboursés les années postérieures, et parallèlement, de la baisse des engagements des pays et Institutions financières de l'OPEP au cours des années 1981 à 1985.

Pour les autres pays membres du CILSS, l'écart engagements-versements bruts est resté stable au cours de la période 1975 à 1985.

Enfin, on observera que l'écart engagements-versements bruts d'APD est croissant depuis 1981 par rapport à la période 1975-1980, pour les pays et institutions financières de l'OPEP.

III. LE VOLUME TOTAL DES RESSOURCES EXTERIEURES DES PAYS MEMBRES DU CILSS

L'aide publique au développement a toujours représenté la part principale des financements que les Etats Sahéliens obtiennent à l'extérieur. Toutefois il existe également des flux privés. Ces flux ont progressé régulièrement depuis 1970, pour atteindre 212 millions de dollars en 1982. Mais depuis cette date ils sont devenus négatifs (cf tableau 19).

Cela est un indicateur de désengagement des entreprises privées dans les pays du CILSS (on notera la chute brutale de crédits à l'exportation et des investissements directs). Il est à observer que, parallèlement à cette baisse des apports privés qui étaient orientés vers l'investissement productif, la tendance est aussi à la baisse de l'aide publique à l'investissement.

TABLEAU 19 :

PLACE DE L'APD DANS LES RESSOURCES FINANCIERES EXTERIEURES DES PAYS DU SAHEL

(en millions \$ E.U. courants)

	1975	1980	1981	1982	1983	1984	1985
<u>Pays du CAD</u>							
1.1 Apport publics							
. aide publique totale	318.5	724.7	822.6	753.2	766.2	923	1067.5
. autres apports publics	-0.8	102.4	40.0	88.6	71.6	92.5	55.1
1.2 Apports privés	19.4	149.5	184.8	210.5	72.4	-16.6	-19.5
. investissements directs	18.7	-6.4	0.4	4.2	7.6	-1.2	-10.2
. investissements de portefeuille	-1.4	34.6	44.6	142.8	10.6	-4.5	- 3.5
. crédit à l'exportation	1.9	121.1	139.9	63.7	50.0	-7.6	- 5.8
<u>Institutions multilatérales</u>							
. APD multilatérale	240.8	391.7	429.8	349.6	367.3	419.5	540.1
. autres apports multilatéraux	-13.8	52.4	59.9	61.0	81.7	11.1	13.3
<u>Pays et Institutions financières de l'OPEP</u>							
. APD	90.8	143.3	214.7	242.8	194.7	117.5	129.4
<u>Ressources totales</u>	674.1	1.564.0	1.751.8	1.705.7	1.554.0	1.547.0	1786.0
<u>Part de l'Aide Publique (%)</u>	96 %	80 %	84 %	79 %	85 %	94 %	97 %

IV. LA PLACE DE L'AIDE DANS L'ECONOMIE DU SAHEL

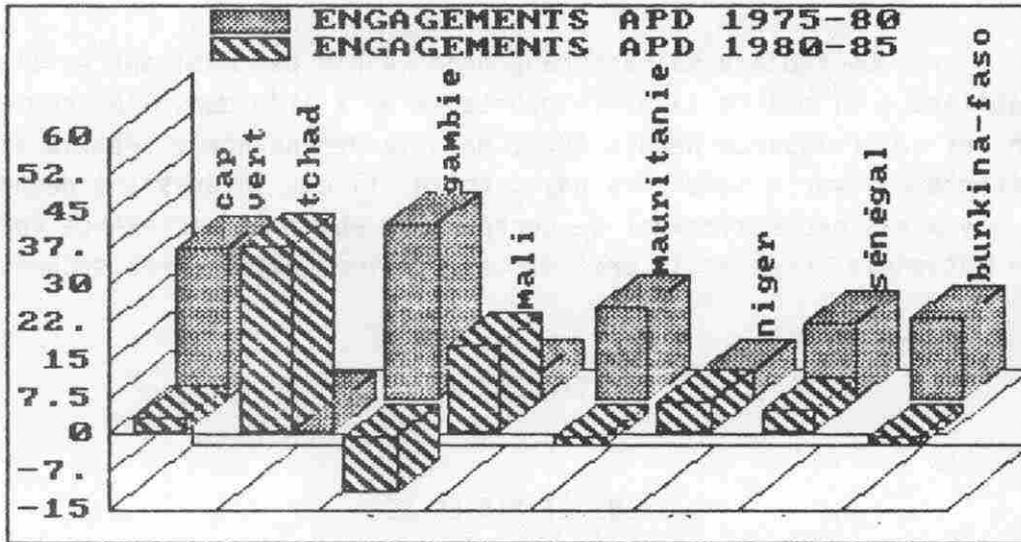
Le tableau suivant rapproche le PIB par habitant et l'aide par habitant ; il montre la part importante de l'aide dans l'économie de la région et sa croissance depuis 1975, mais la dépendance vis-à-vis des aides extérieures varie selon les pays. Enfin, il est intéressant de noter qu'il n'y a pas nécessairement de corrélation entre la croissance de la richesse nationale créée et la croissance des aides extérieures reçues.

TABLEAU 20 :

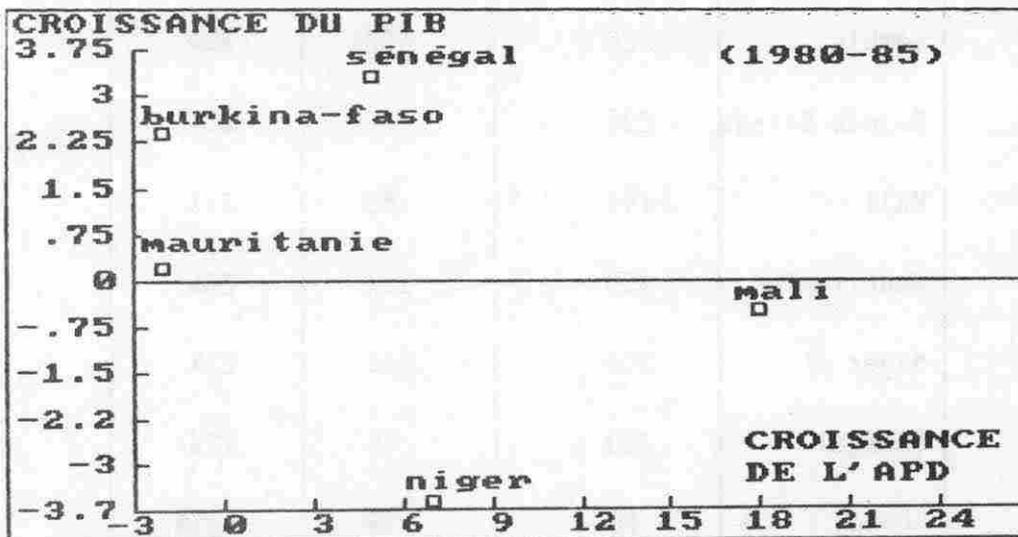
AIDE ET PIB EN 1985

PAYS	P.I.B PAR HABITANT (1)	AIDE RECUE HABITANT(2)	AIDE/PIB (2)/(1)
Burkina Faso	170	30	18%
Cap Vert	310	218	70%
Gambie	220	67	30%
Guinée Bissau	287	66	23%
Mali	140	48	34%
Mauritanie	450	127	28%
Niger	200	47	23%
Sénégal	380	45	12%
Tchad	80	36	45%

Graphique 6 : Croissance des engagements



Graphique 7 : Croissance du PIB et de l'aide



V. COMPARAISONS INTERNATIONALES

Le tableau 21 retrace l'évolution des versements d'aide publique par habitant aux pays membres du CILSS de 1975 à 1985.

Le tableau montre aussi les mêmes données pour l'ensemble de l'Afrique au Sud du Sahara (Sahel exclu), pour l'ensemble de l'Asie et pour l'Egypte, pays connu pour l'aide importante qu'il a reçue au cours de ces dernières années.

Ces comparaisons montrent la situation privilégiée des pays du CILSS depuis la décennie 70.

TABLEAU 21 :

COMPARAISONS INTERNATIONALES DES VERSEMENTS NETS D'APD PAR HABITANT.

(en \$ E.U. courants)

	Moyenne 1979-81	1982	1983	1984	1985
Pays du Sahel...	41	42	38	41	48
Afrique Sud Sahara (hors Sahel)...	19	20	19	21	20
Asie (1)	8	7	7	7	7
Egypte...	35	32	32	38	37

(1) Chine exclue des calculs.

En conclusion à ce chapitre, nous retiendrons que :

- les ressources financières extérieures mises à la disposition des Etats du CILSS sont importantes, tant par rapport aux ressources nationales que comparées aux ressources fournies aux autres pays en développement;
- ces ressources sont octroyées par de multiples bailleurs (une quarantaine) tant bilatéraux que multilatéraux, mais dix d'entre eux financent près de 80% de l'aide ;
- le rythme des engagements ne suit pas nécessairement celui des décaissements ; la croissance des versements nets d'APD en 1985 s'explique essentiellement par les engagements massifs d'aide hors projets contractés entre 1983 et 1985 ;
- depuis 1980, la croissance de l'aide a surtout bénéficié au Mali et au Tchad ;
- les apports privés (investissements directs, crédits à l'exportation) sont, depuis 1984, devenus négatifs. Le financement du développement au Sahel se fait donc essentiellement par des organismes publics.

VI. LES ORIENTATIONS SECTORIELLES DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

VI.1 Les problèmes rencontrés

L'analyse sectorielle qui suit a été possible grâce à deux sources de renseignements ;

- Celles des Agences d'aides auxquelles le Club du Sahel s'adresse directement chaque année,
- Celles du Secrétariat du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE.

Toutefois, la répartition sectorielle qui découle de ces informations n'est pas suffisamment fine pour permettre d'apprécier si les lignes stratégiques définies à OTTAWA (1) ont donné lieu à un effort prioritaire et pour apprécier le volume de cet effort.

Prenons l'exemple d'un projet classé "développement rural intégré" ; le Fonds pour la Zone Sahélienne, au Tchad, co-financé par la Banque Mondiale et l'Agence Canadienne pour le Développement International (montant : 3,9 millions de dollars E.U.). Ce projet ne comporte pas moins de 14 sous-projets qui concernent : l'amélioration des cultures de bas-fonds, le stockage villageois, la santé animale, l'hydraulique pastorale, le reboisement, etc ... Il en est de même du projet de développement communautaire en Mauritanie, financé par le Koweït en 1984 pour un montant de 15,5 millions de dollars E.U., pour lequel la répartition entre les six volets fort différents (hydraulique villageoise, santé humaine, infrastructures, ...) n'est connue qu'approximativement. A moins d'une analyse détaillée de chaque projet - impossible à mener dans le cadre de la présente étude - on ne peut pas savoir précisément quel a été le montant des investissements prévus et surtout réalisés pour chacun de ces types d'action correspondant aux divers sous-secteurs.

L'analyse sectorielle se heurte donc au manque de précision des données dont on dispose sur la répartition entre les différents objectifs des projets de développement. Les paragraphes qui suivent essaient de donner les ordres de grandeur et les traits essentiels de la répartition de l'aide au cours de la période 1975-1984.

(1) cf. "Stratégies de lutte contre la sécheresse" adoptée à la conférence du Club du Sahel à Ottawa.

VI.2. L'aide "hors projet"

Une part importante de l'aide publique au développement apportée au Sahel est donnée directement aux Gouvernements, sans être liée à la réalisation d'un projet de développement bien défini. On la qualifiera ici d'aide "hors projet".

Elle comprend l'assistance technique apportée aux Etats et prise en charge - totalement ou partiellement - par la Communauté Internationale, l'aide alimentaire et les autres aides d'urgence et un certain nombre de contributions destinées à soutenir les budgets nationaux ou les balances des paiements des Etats ; subventions budgétaires, contributions du stabex, restructuration de dettes, etc ... On peut y ajouter les dépenses de recherche, les actions culturelles, prises en charge par certains bailleurs de fonds.

Entre 1975 et 1980, la part de l'aide hors projet dans l'aide globale est restée à peu près constante, représentant en moyenne 35% de l'aide publique totale. Elle a augmenté à peu près dans les mêmes proportions que l'aide globale. Entre 1980 et 1985, l'aide hors projet a augmenté plus vite que le montant total de l'aide. En 1985, elle a représenté plus de la moitié du montant total de l'aide.

Dans ce type d'aide, plusieurs rubriques paraissent importantes :

- L'aide alimentaire. L'ensemble des aides alimentaires et des aides d'urgence a représenté 12% environ de l'aide totale entre 1975 et 1985. Cette aide qui avait plutôt tendance à légèrement diminuer entre 1975 et 1980, augmente depuis le début de la décennie 1980. La sécheresse de 1984-85 a porté l'aide alimentaire à 1 137 000 T. chiffre qui n'avait jamais été atteint. Mais en 1985-86, année de bonne récolte où des excédents ont été dégagés, les quantités d'aide alimentaire reçues ont été nettement supérieures aux besoins ; situation paradoxale où d'importants excédents céréaliers sur les marchés locaux n'ont pas trouvé de demande solvable.

Le tableau suivant synthétise les quantités d'aide alimentaire livrées entre 1975-76 et 1985-86. On observera que le Mali est le premier bénéficiaire d'aide alimentaire des pays du CILSS, que la Mauritanie reçoit entre 1980 et 1985 en moyenne 100 000 T/an, alors qu'elle n'en recevait que 30 000 T/an au cours de la période 1975-80, enfin que le Niger en année normale ne reçoit pas d'aide alimentaire.

TABLEAU 22 :

AIDE ALIMENTAIRE AUX PAYS DU SAHEL

(en milliers de tonnes)

Années	BURKINA	GAMBIE	GUINEE BISSAU	MALI	MAURI TANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	ILES DU CAP VERT	TOTAL SAHEL
1975-76	15.7	3	10	39	27	85.5	16	3.6	15	215
1976/77	22	3	14.2	0.2	29	46	31	34	22.6	201
1977/78	50.5	17	23.3	32.8	51	20	167	47	48.3	457
1978/79	49	7.4	16.5	21.5	31	23	60	23	31	262
1979/80	36	6.8	17.6	21.8	26.2	9	61	16	34	229
1980/81	51	16	26.2	50.2	106	11	152.5	14	31	458
1981/82	81	21	30.3	66.4	86.4	71	83	28.6	54	521
1982/83	45	12.8	34.9	88	71	12	91	36	35	426
1983/84	57	17	19.4	108.5	129	13	146	74	62	626
1984/85	124	20.6	30.9	265.6	135	218	130	163	49.6	1137
1985/86	109	16	16	83	136	97	117	73	51	698

Source: FAO

PART DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LES IMPORTATIONS TOTALES DE CEREALES AU SAHEL

Années	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
en %	38%	27%	57%	32%	29%	50%	49%	36%	51%	69%	

Depuis 1985, les opérations triangulaires(*) se développent, elles représentent en moyenne 85 000 T/an de produits, les donateurs étant dans l'ensemble de plus en plus favorables à cette pratique. Quant aux fonds communs de contrepartie, ils existent depuis 1981 au Mali par le biais du PRMC, au Sénégal depuis mai 1985, et sont en cours d'établissement en Mauritanie. Beaucoup d'enseignements seront à tirer de cette forme d'aide où la coordination entre les donateurs et les administrations locales a pour but de rendre l'aide plus efficace.

- l'assistance technique, en entendant ici celle qui n'est pas liée directement à la réalisation de projets de développement. Son importance s'est accrue au cours de la période 1975-1985, et elle a représenté près de 16% de la totalité de l'aide donnée au Sahel.

- les soutiens budgétaires et les soutiens aux balances des paiements. Ils représentent en moyenne 13% de l'aide globale au cours de la période 1975-1985. Ces aides qui avaient tendance à diminuer entre 1980 et 1984, ont très fortement augmenté en 1985 où elles ont représenté 16% de l'aide publique. Ces aides sont constituées principalement d'annulations de dettes publiques bilatérales. Les Prêts à l'Ajustement Structurel (PAS) en vigueur depuis le début des années 1980, sont des aides hors projet qui concernent trois pays

- le Sénégal
- le Niger
- le Burkina Faso

Ils sont mis en oeuvre par la Banque Mondiale et la France, et leur volume financier représente

1 à 2%

de l'aide publique totale accordée à ces trois pays, entre 1980 et 1985 (cf annexe).

On notera que les accords de confirmation ou de facilités élargies du FMI atteignent des volumes financiers nettement plus élevés que les PAS tout en ayant des objectifs complémentaires. Ils ne sont pas comptabilisés dans l'aide publique au développement en raison de leurs conditions financières proches de celles du marché.

(*) "L'aide alimentaire au Sahel", Stéphane Jost, Acte du Colloque de Mindelo, 1986, CILSS/Club du Sahel Paris.

Le tableau suivant résume l'ensemble des aides au fonctionnement accordées aux pays du CILSS.

TABLEAU 23 :

AIDES AU FONCTIONNEMENT

	1975 1980	1981	1982	1983	1984	1985
Soutiens budgétaires	67	87	22	43	75	60
dont MAURITANIE	34	1	--	1	15	22
SENEGAL	6	49	3	19	8	12
MALI	7	9	3	5	5	4
TCHAD	9	13	10	12	16	11
Soutiens aux balances des paiements	84	96	76	42	107	200
dont MAURITANIE	25	9	10	6	--	32
SENEGAL	20	23	35	5	75	50
MALI	8	13	5	11	7	93
NIGER	9	28	1	7	8	16

D'une façon générale, on ne peut qu'être frappé par le masse importante et croissante en valeur réelle que représentent les aides hors projet aux pays sahéliens. Si l'on essaie d'analyser le rôle que joue cette aide, on peut la répartir en trois catégories :

- une première catégorie concourt plus ou moins directement au développement économique. C'est le cas de l'assistance technique qui apporte un appui à la planification, à la préparation des projets, à leur mise en oeuvre, à la formation technique des hommes, des conseils dans le cadre des programmes d'ajustements structurels. C'est aussi le cas des opérations de recherche menées dans les pays sahéliens (ou au moins de la majeure partie d'entre elles), financées surtout par l'aide française et dont les résultats serviront au développement futur des pays : études pédologiques, hydrologiques, recherches agronomiques etc ...

- une seconde catégorie : l'aide alimentaire est directement liée aux déséquilibres qui empêchent aujourd'hui les Etats sahéliens d'atteindre leur auto-suffisance alimentaire et ne leur permettent pas d'avoir les moyens suffisants pour acquérir des produits alimentaires sur les marchés mondiaux.

- enfin, une troisième catégorie est directement liée au manque de moyens des Etats pour assurer seuls un fonctionnement convenable de leur machine administrative et économique. C'est le cas de toute la partie de l'assistance technique qui se consacre à des tâches d'administration au sens large, à des tâches d'entretien de l'outil économique et c'est aussi le cas des différentes subventions qui concourent à l'équilibre des budgets et des balances des paiements.

On a essayé de donner une estimation ces volumes d'aide affectés à ces différentes fonctions, pour la période 1975-84 (exprimés en pourcentage de l'aide globale) :

- aide au développement (assistance technique, recherche).....	15,5%
- aide alimentaire, aide d'urgence	11,4%
- aide au fonctionnement administratif et économique	10,7%
	<hr/>
Total aide hors projet	37,6%

L'aide hors projet représente, dans sa grande masse, une contribution extérieure au fonctionnement de l'économie et de l'administration des pays membres du CILSS. Confrontés à de multiples problèmes : insuffisance de la production vivrière pour nourrir la population, dégradation des termes de l'échange, endettement extérieur croissant, déficits budgétaires accrus etc ... les Etats sont contraints d'utiliser une part importante des ressources extérieures pour assurer leur survie et régler leur crise de liquidité, au détriment des investissements productifs.

VI.3. L'aide liée aux projets

L'aide aux projets s'est portée sur deux grands secteurs,

- le développement rural, au sens large, qui absorbe 40% de l'aide aux projets (25% de l'aide globale)
- le développement des infrastructures qui absorbe le tiers de cette aide (18% de l'aide globale)

VI.4. Le développement rural

L'analyse faite de la situation au Sahel au lendemain de la sécheresse, l'insuffisance chronique de la production céréalière, les menaces qui pèsent sur les équilibres écologiques, ainsi que les lignes stratégiques sur lesquelles se sont mis d'accord Sahéliens et membres de la Communauté Internationale, ont montré que l'aide en faveur du développement rural méritait d'être largement prioritaire.

L'aide au développement rural est importante ; elle s'est accrue au cours de la période 1975-1980, mais elle a diminué entre 1980 et 1985.

Si on comptabilise tous les engagements concernant le développement rural, on obtient les montants suivants :

TABLEAU 24 :

ENGAGEMENTS D'APD EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT RURAL

(en millions \$ E.U.)

	Moyenne 1975-79	1980	1981	1982	1983	1984	1985	TOTAL 1975-1985
Mise en valeur des bassins fluviaux (OMVS, OMVG)	47	12	295	272	15	30	29	888
Cultures pluviales	98	146	200	173	164	179	85	1436
Cultures irriguées	89	131	145	118	68	95	110	1112
Elevage	38	22	21	21	28	10	12	302
Pêches	17	23	18	5	14	13	18	177
TOTAL DEVELOPPEMENT RURAL	289	334	679	589	289	327	254	3915

NOTE : Dans ce tableau nous avons regroupé sous les rubriques "cultures pluviales" et "cultures irriguées", outre les montants initiaux, les secteurs suivants : développement rural intégrés, agriculture non spécifiée, protection des végétaux et prix commercialisation stockage. Nous avons fait l'hypothèse que 80% des engagements dans ces secteurs concernent les cultures pluviales, et 20% les cultures irriguées. On estime, de plus, que l'aide aux cultures irriguées est du vivrier. Enfin, il ne faut pas perdre de vue que la mise en valeur du fleuve Sénégal est, à long terme, un investissement en faveur des cultures irriguées.

Pour être complet il faudrait ajouter à ces montants une partie de l'aide hors projet ; assistance technique au secteur du développement rural, crédits liés à la recherche agricole, partie qu'il est difficile d'isoler. Ce supplément augmenterait la part des engagements d'aide de 4 à 5% (2 à 3% pour la recherche, 2% pour l'assistance technique).

L'aide au développement rural représente environ :

25% à 30% de l'aide globale

Elle représente la part la plus importante de l'aide publique au Sahel.

On constate aussi que les engagements d'aide en faveur du développement rural sont passés de 180 millions de dollars en 1975 à 330 millions en 1980, que les augmentations importantes d'engagements en 1981 et 1982 ont permis le financement des barrages de Diama et de Manantali, mais que les engagements d'aide en faveur du développement rural en 1983 et 1984 sont, en dollars courants, à un niveau inférieur à celui atteint en 1979 et 1980.

Pendant la période 1975-1985, le volume de l'aide affectée au développement rural a augmenté nettement moins vite que le volume global de l'aide
--

Ce secteur n'a pas fait l'objet de l'effort massif que la situation du Sahel aurait justifié.

Le développement rural est un domaine très vaste, et le terme recouvre aussi bien le développement des cultures pluviales et irriguées, le développement des pêches et de l'élevage, la protection des cultures que des opérations complexes de "développement rural intégré" et la mise en valeur de bassins fluviaux, mise en valeur qui ne concerne pas uniquement le monde rural dans la mesure où elle vise à produire de l'énergie ou à faciliter les transports fluviaux.

Il est nécessaire de voir maintenant comment cette aide est intervenue dans ces différents sous-secteurs.

VI.4.1. L'aide pour les cultures pluviales

Le volume exact de l'aide aux cultures pluviales est un des plus difficiles à suivre. Des prêts ou dons intéressant le développement des cultures pluviales se trouvent disséminés sous les rubriques :

- développement rural intégré,
- production agricole,
- protection des cultures,
- cultures pluviales,
- commercialisation.

En effectuant certaines hypothèses présentées dans le tableau 24, on arrive à un montant d'engagements d'aide pour les cultures pluviales (pour la période 1975-85) de :

moins de 9% du montant total de l'aide
--

Toutefois, l'expression 'cultures pluviales' recouvre aussi bien les cultures d'exportation (coton, arachide) que les cultures vivrières. Quelle est la part de l'aide affectée aux unes et aux autres ? Il est difficile de le dire avec précision ; mais en effectuant un dépouillement des projets recensés, il apparaît que l'aide aux cultures pluviales vivrières ne représente pas plus de

4% du montant total l'aide

Or 95% des céréales produites dans le Sahel proviennent aujourd'hui des cultures pluviales et les céréales constituent, dans tous les pays, la base de l'alimentation ; les moyens consacrés au développement des cultures pluviales vivrières apparaissent faibles eu égard à l'importance de ces cultures. Depuis 1980, l'aide en faveur des cultures pluviales augmente nettement moins vite que le montant total de l'aide.

VI.4.2. L'aide aux cultures irriguées

L'aide aux cultures irriguées recouvre plusieurs domaines :

- les projets spécifiques de développement des cultures irriguées,
- une large part des crédits affectés à l'aménagement des grands bassins fluviaux,
- quelques crédits de recherche consacrés à la riziculture et une assistance technique spécifique à ce secteur des cultures irriguées.

Le tableau 24 donne les montants des engagements d'aide à ce secteur, et si l'on tient compte de toutes les composantes citées précédemment,

c'est environ 12% de l'aide globale qui ont été affectés aux cultures irriguées, entre 1975 et 1985.

L'évolution des engagements d'aide à ce secteur au cours de la période 1975-1985 s'inscrit dans quatre phases :

- 1975 - 1981 : très forte croissance de l'aide à ce secteur dans le cadre de projets de réhabilitation de périmètres dégradés, d'études d'aménagement du fleuve Niger et Sénégal, et de réalisation de périmètres nouveaux : au cours de cette période le Sahel a reçu de la Communauté internationale, pour chaque tonne de céréale irriguée produite, environ 60 fois plus d'aide que pour chaque tonne de céréale produite en pluvial ;
- 1981 - 1982, l'aide aux cultures irriguées a été fortement concentrée sur le financement des barrages de Diama et Manantali ; près de 600 millions de dollars ont été engagés sur ces deux années, soit plus de la moitié de l'aide accordée au développement rural ;
- 1983 - 1984, chute spectaculaire des engagements d'aide à ce secteur ; ils ne représentent plus que 4% de l'aide globale alors qu'ils atteignaient 9 à 10% en 1974-79.
- 1985 : forte croissance des aides, avec beaucoup d'opérations de réhabilitation au Mali, Niger et Sénégal.

VI.4.3. L'aide à l'élevage

L'aide à l'élevage prend plusieurs formes :

- les opérations de développement général de l'élevage (les 2/3 des engagements d'aide à ce secteur),
- les opérations de santé animale,
- les opérations combinées élevage plus agriculture,
- les volets élevage dans les projets de développement rural intégré.

Si l'on tient compte de toutes ces composantes, l'aide à l'élevage au cours de la période 1975-85 ne représente pas plus de

2,5% du montant total de l'aide

On constate à partir du tableau 24 que cette aide ne cesse de diminuer en dollars courants depuis 1975.

VI.4.4. L'aide aux pêches

L'aide aux pêches (essentiellement maritimes), au cours de la période 1975-85, n'a pas représenté plus de

1% du montant total de l'aide

La majeure partie de cette aide est destinée à des équipements portuaires ou à des fournitures de bateaux pour la pêche en mer (la Mauritanie et le Sénégal en ont été les principaux bénéficiaires).

On constate que les engagements d'aide à ce secteur sont en diminution constante depuis 1980, alors qu'une ébauche de croissance des investissements était visible entre 1975 et 1979. La croissance observée en 1985 est timide.

VI.5. L'aide au secteur écologie et forêts

Au cours de la période 1975-1985, l'aide apportée à ce secteur a été très modeste. Elle se situe entre

1,5 à 2% du montant total de l'aide

Il faut toutefois noter que cette aide quasi-inexistante en 1975 (0,3% de l'aide globale) a été fortement accrue jusqu'en 1981 (2,4% de l'aide globale).

Mais depuis 1981, les engagements d'aide au secteur écologie-forêts ne cessent de diminuer. Ils se situent en moyenne (1982-85) à un niveau inférieur à celui atteint en 1979.

Les investissements en faveur de ce secteur sont peut-être légèrement sous-estimés, dans la mesure où le bon nombre de projets agricoles intègrent un volet écologie ; mais la prise en compte de ces derniers ne modifierait en rien les tendances relevées précédemment.

VI.6. L'approvisionnement en eau des populations

Les engagements d'aide pour l'approvisionnement en eau des populations urbaines et rurales ont été répartis comme suit, au cours de la période 1975-85 :

(en million de \$ E.U.)

Total de l'aide aux projets	Moyenne 1975-79	1980	1981	1982	1983	1984	1985
	41	46	66	46	165	264	119
Part de l'aide globale	3,3%	3%	3,3%	3%	10%	13%	7%

L'aide à ce secteur, stagnante entre 1975 et 1982, a brusquement augmenté entre 1983 et 1985 du fait d'une forte croissance des engagements en provenance des pays et institutions financières de l'OPEP. Il semble, a priori, que ce soit un secteur mieux "maîtrisé" par les donateurs, où les facteurs de réussite des programmes hydrauliques sont mieux cernés.

VI.7. L'aide aux infrastructures

L'aide à la réalisation d'infrastructures a représenté au cours de la période 1975-1985, plus de 18% de l'aide globale. La part la plus importante de cette aide revient à la construction d'infrastructures de transports : routes, voies ferrées, ports et aéroports. Depuis 1975, cette aide a évolué de la façon suivante :

(en million de \$ E.U.)

Total de l'aide aux infrastructures de transport	Moyenne 1975-80	1981	1982	1983	1984	1985
	175	201	130	228	212	168
Part de l'aide globale	14%	10%	8,6%	14%	10%	10%

L'aide octroyée à ce secteur est toujours importante, mais enlègue décroissance depuis 1981.

On observera que la seule construction des infrastructures de transport reçoit près de trois fois plus d'aide que les cultures céréalières pluviales.

VI.8. Réflexions inspirées par cette analyse sectorielle

La répartition sectorielle de l'aide au cours des années 1975-1985 est résumée dans le tableau 25, ci-après. Ce tableau indique :

- la répartition par grandes masses de l'aide publique au développement au cours de cette période,
- les tendances constatées dans l'évolution de ces masses entre 1975 et 1980 d'une part, et 1980-1985 d'autre part.

L'examen de ce tableau inspire quelques réflexions :

- Sur l'aide hors projet :

Cette aide est importante et augmente plus vite que l'aide totale depuis 1980. Cela traduit la difficulté des Etats Sahéliens à faire face aux charges de fonctionnement de leur appareil administratif, aux charges récurrentes des projets de développement. L'aide alimentaire n'a pas cessé et augmente quatre fois plus vite que l'aide totale depuis 1980.

- Sur l'aide dans le cadre de projets :

Entre 1975 et 1980, on a pu observer un infléchissement certain de l'aide en faveur de la stratégie d'Ottawa.

On note par contre, depuis 1980, un renversement de tendance; l'aide octroyée à tous les secteurs liés au développement rural est en baisse, l'aide à l'investissement dans l'agriculture est en diminution constante. Le point le plus alarmant est la très forte chute de l'aide au secteur écologie forêt qui replace ce secteur au rang des "oubliés de l'aide".

TABLEAU 25 :

REPARTITION SECTORIELLE DES ENGAGEMENTS D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT
ET TENDANCES AU COURS DE LA PERIODE 1975-1985

	en % de l'Aide Totale Moyenne 1975-84	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE 1975-80 (*)	CROISSANCE ANNUELLE MOYENNE 1980-85 (*)
Assistance technique Recherche fondamentale	15.5	→	↗
Aide Alimentaire et Aide Humanitaire	11.4	↘	↗
Soutien: aux budgets et aux balances des paiements	10.7	↗	↗
AIDE HORS PROJET	37.6	→	↗
Cultures pluviales	9.2	↗	↗
Cultures irriguées	6.8	↗	↗
Bassins fluviaux (OMVS, OMVG)	6	↗	↗
Pêches	1	↘	↗
Elevage	2	↗	↗
Ecologie	1.7	↗	↗
Mines	2.3	↗	↗
Hydraulique rurale et urbaine	5.4	↘	↘
Transport et Infrastructure	13	→	→
Energie	3	↗	↘
Education	4.8	↘	↗
Santé	2.7	↗	↗
Industrie et Tourisme	2	↗	↗

(*) les sens des flèches indique si la croissance des aides attribuées à chacun des secteurs a été supérieure, égale, ou inférieure à la croissance de l'aide totale.

1880-1881

Year	Month	Day	Particulars	Debit	Credit	Balance
1880	Jan	1	Balance forward			100.00
1880	Jan	15	To Cash	50.00		150.00
1880	Jan	31	By Cash		25.00	125.00
1880	Feb	1	Balance forward			125.00
1880	Feb	15	To Cash	75.00		200.00
1880	Feb	28	By Cash		50.00	150.00
1880	Mar	1	Balance forward			150.00
1880	Mar	15	To Cash	100.00		250.00
1880	Mar	31	By Cash		75.00	175.00
1880	Apr	1	Balance forward			175.00
1880	Apr	15	To Cash	125.00		300.00
1880	Apr	30	By Cash		100.00	200.00
1880	May	1	Balance forward			200.00
1880	May	15	To Cash	150.00		350.00
1880	May	31	By Cash		125.00	225.00
1880	Jun	1	Balance forward			225.00
1880	Jun	15	To Cash	175.00		400.00
1880	Jun	30	By Cash		150.00	250.00
1880	Jul	1	Balance forward			250.00
1880	Jul	15	To Cash	200.00		450.00
1880	Jul	31	By Cash		175.00	275.00
1880	Aug	1	Balance forward			275.00
1880	Aug	15	To Cash	225.00		500.00
1880	Aug	31	By Cash		200.00	300.00
1880	Sep	1	Balance forward			300.00
1880	Sep	15	To Cash	250.00		550.00
1880	Sep	30	By Cash		225.00	325.00
1880	Oct	1	Balance forward			325.00
1880	Oct	15	To Cash	275.00		600.00
1880	Oct	31	By Cash		250.00	350.00
1880	Nov	1	Balance forward			350.00
1880	Nov	15	To Cash	300.00		650.00
1880	Nov	30	By Cash		275.00	375.00
1880	Dec	1	Balance forward			375.00
1880	Dec	15	To Cash	325.00		700.00
1880	Dec	31	By Cash		300.00	400.00
1881	Jan	1	Balance forward			400.00
1881	Jan	15	To Cash	350.00		750.00
1881	Jan	31	By Cash		325.00	425.00

Total

1881

ANNEXES

TABLEAU 26 :

ACCORDS DE CONFIRMATION ET DE FACILITES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

ENTRE LE FMI ET LES PAYS DU CILSS

(en millions de DTS)

PAYS	Dates	Montant signé	Montant tiré	Observations*
GAMBIE	Nov 79 Nov 80	1.6	1.6	
	Fev 82 Fev 83	16.9	16.9	
	Avr 84 Avr 85	12.8	2.6	Solde annulé
	Sep 86 Oct 87	5.1	2.0	
	Sept 86 Oct 89**	8.0	4.6	
MALI	Mai 82 Mai 83	30.38	30.38	
	Déc 83 Mai 85	40.5	40.5	
	Nov 85 Mars 87	22.8	6.5	
MAURITANIE	Juil 80 Mai 81	29.71	8.9	Solde annulé
	Juin 81 Mars 82	25.8	25.8	
	Avr 85 Avr 86	12.0	9.6	
	Mai 87 Mai 88	10.0	8.09	
	Sept 86 Sept 89**	15.93	9.15	
NIGER	Oct 83 Déc 84	18.0	18.0	
	Déc 84 Déc 86	16.0	16.0	
	Déc 85 Déc 86	13.48	2.7	
	Déc 86 Déc 87	10.11	8.0	
	Nov 86 Nov 89**	15.84	9.09	
SENEGAL	Mars 79 Mars 80	10.6	10.6	
	Sept 81 Sept 82	63	63	
	Nov 82 Sept 83	47.26	5.91	Solde annulé
	Sept 83 Sept 84	63	63	
	Janv 85 Juil 86	76.6	55.6	
	Août 80 Sept 81	184.8	41.1	Solde annulé
	Nov 86 Nov 87	34.0	7.5	
	Nov 86 Nov 89**	39.99	22.97	

* Un solde annulé signifie que le pays n'a pu tirer la totalité du montant qui lui était destiné, les résultats économiques n'ayant pas été jugés suffisants par le FMI.

** Accords de facilité d'ajustement structurel (FAS). Tous les autres accords sont des accords de confirmation (stand by).

La FAS est une aide concessionnelle, au taux d'intérêt de 0,5% l'an, remboursable sur dix ans avec 5,5 ans de différé.

Source : FMI

TABLEAU 27 :

ENCOURS DE LA DETTE EN 1985 SELON LES "SOURCES"

	BURKINA	GAMBIE	TCHAD	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	GUINEE BISSAU	TOTAL
<u>1 - ENDETTEMENT BILATERAL OCDE</u>									
. A P D	70	20	11	261	70	123	287	1	843
. CONDITIONS DU MARCHE	158	64	31	160	338	574	1159	76	2560
<u>2 - ENDETTEMENT MULTILATERAL</u>									
. A P D	284	77	85	404	231	227	400	95	1803
. CONDITIONS DU MARCHE	23	14	1	9	111	49	162	--	369
<u>3-AUTRES CREANCES</u>									
OPEP - CAEM	45	46	29	588	729	98	404	78	2017
<u>4 - CREDITS FMI</u>	--	27	9	81	30	67	241	3	458
<u>TOTAL</u>	580	248	166	1503	1509	1138	2653	253	8050

Sources : World Debt Tables 1987

TABLEAU 28 :

BALANCE DES PAIEMENTS

PAYS : SENEGAL

(en millions \$ E.U.)

	1980	1981	1982	1983	1984
EXPORTATIONS(fob)	852.8	814.9	829.9	777.2	794.6
IMPORTATIONS(fob)	-1327	-1365.5	-1193.9	-1143.5	-1105.7
BALANCE COMMERCIALE	-474.2	-550.6	-364	-366.3	-308.1
SERVICES(nets)	- 99.9	- 93.9	- 87.9	-104.7	-116
Intérêts service dette extérieure	- 64.8	- 67	- 63.3	- 81.3	- 93.8
TRANSFERTS PRIVES(nets)	0	31.3	29.5	29.1	29
TRANSFERTS PUBLICS(nets)	103.8				
Dons en provenance de l'aide extérieure	119.7	122.2	106.5	112.8	114.3
BALANCE COURANTE	-454.4	-491	-316	-329.1	-280.7
CAPITAUX NON MONETAIRES L.T.					
Publics long terme(nets)	155.2	177.4	279.1	319.9	138.6
Remboursement du capital des emprunts extérieurs	- 117.4	- 46.4	- 9.1	- 16.8	- 84.3
BALANCE DE BASE	- 116.9	-153.5	-111.4	- 78	- 73.6

Source : Senegal Country Economic Memorandum, BIRD, Nov.84

TABLEAU 29 :

BALANCE DES PAIEMENTS

PAYS : BURKINA FASO

(en millions DTS)

	1980	1981	1982
EXPORTATIONS(fob)	123.4	135.1	114.5
IMPORTATIONS(fob)	- 283	- 295.5	- 326
BALANCE COMMERCIALE	-159.6	-160.4	-211.5
SERVICES(nets)	-125.5	-130.6	-123.1
Intérêts service dette extérieure	- 5.4	- 7.6	- 10
TRANSFERTS PRIVES(nets)	85.9	102	80.45
TRANSFERTS PUBLICS(nets)	161.8	153.3	170.8
Dons en provenance de l'aide extérieure	146.2	129.3	148.9
BALANCE COURANTE	- 37.4	- 35.7	- 83.4
CAPITAUX NON MONETAIRES L.T.			
Publics long terme(nets)	41.1	31.6	52.6
Remboursement du capital des emprunts extérieurs	38.5	25.9	40.9
BALANCE DE BASE	3.7	- 4.1	- 30.8

Source : BALANCE OF PAYMENTS STATISTICS (F.M.I.)

TABLEAU 30 :

BALANCE DES PAIEMENTS

PAYS : MAURITANIE

(en millions DTS)

	1980	1981	1982	1983	1984
EXPORTATIONS(fob)	150.8	228.9	217.4	295	286.6
IMPORTATIONS(fob)	- 246.8	- 327.5	- 386.4	- 353.8	- 294.7
BALANCE COMMERCIALE	- 96	- 98.6	-169	- 58.8	- 8.1
SERVICES(nets)	- 75.1	-110	-141.1	- 195.8	- 184.3
Intérêts service dette extérieure	- 9.3	- 26.9	- 19.6	- 22.2	- 11.5
TRANSFERTS PRIVES(nets)	- 21.5	- 15.2	- 25.3	- 25.2	- 19.9
TRANSFERTS PUBLICS(nets)	89.5	98.9	84.5	80	103.8
Dons en provenance de l'aide extérieure	81.4	85.6	78.1	74.1	97.7
BALANCE COURANTE	-103.1	-125.2	-250.9	-199.8	-108.5
CAPITAUX NON MONETAIRES L.T.	98.5	109.3	151	155.8	80.7
Publics long terme(nets)	82.7	79.4	74.4	74.6	58.3
Remboursement du capital des emprunts extérieurs	- 1.9	- 2.8	- 5.6	- 5.0	- 10.0
BALANCE DE BASE	- 13.3	- 21.3	- 98	- 22.1	0

Source : BALANCE OF PAYMENTS STATISTICS(F.M.I.)

TABLEAU 31 :
BALANCE DES PAIEMENTS

PAYS : MALI

(en millions DTS)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985
EXPORTATIONS(fob)	157.5	130.8	132	156	187.3	169.2
IMPORTATIONS(fob)	- 236.9	- 228.1	- 210.7	- 225.4	- 251.5	- 250.6
BALANCE COMMERCIALE	- 70.4	- 97.3	- 78.7	- 69.4	- 64.2	- 81.4
SERVICES(nets)	-131.2	-131.7	-129	- 142.6	- 154.5	- 141.9
Intérêts service dette extérieure	- 12.9	- 27.6	- 21.9	- 25.8	- 27	- 18.2
TRANSFERTS PRIVÉS(nets)	- 31.1	- 27.5	- 22.6	- 21.8	- 20.3	23.2
TRANSFERTS PUBLICS(nets)	79.8	80.3	80.8	83.2	85.5	134
Dons en provenance de l'aide extérieure	79.8	80.3	80.8		85.5	134
BALANCE COURANTE	- 99.7	-121.2	-104.3	-106.9	-114.1	- 65.7
CAPITAUX NON MONÉTAIRES L.T.	85.1	81	- 9.5	- 8.9	83.3	81.8
Publics long terme(nets)	85.1	74.3	- 10.9	- 11.8	79.3	76.3
Remboursement du capital des emprunts extérieurs	- 4.9	- 6.2	- 10.9	- 10.6	- 16.5	- 21.7
BALANCE DE BASE	- 14.6	- 40.2	-113.8	-107.8	- 62.3	

Source : BALANCE OF PAYMENTS STATISTICS(F.M.I.)

TABLEAU 32
 VERSEMENTS D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT
 ANNEE : 1985

(en millions de dollars E.U. courants)

	BURKINA	CAP VERT	GAMBIE	GUINEE	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	TOTAL
I. PAYS DU CAD										
AUSTRALIE	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AUTRICHE	0,2		0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,3	0,0	1,2
BELGIQUE	1,1		0,0	0,5	4,3	1,2	7,6	5,1	1,3	21,1
CANADA	9,1		0,9	0,6	15,1	4,7	16,2	13,9	2,6	63,1
DANEMARK	2,8		0,4	0,2	1,0	0,4	0,7	0,6	0,0	6,1
FINLANDE										0,0
FRANCE	26,5		3,6	2,7	120,0	32,7	46,4	80,1	32,9	344,9
ALLEMAGNE	11,9		5,1	0,6	28,1	8,0	21,9	14,6	7,7	97,9
ITALIE	5,4		1,8	2,5	9,5	10,2	9,8	15,7	25,1	80,0
JAPON	5,3		1,2	1,3	3,7	3,9	9,3	11,4	0,0	36,1
PAYS-BAS	13,7		3,0	4,3	15,5	2,5	3,7	3,6	2,4	48,7
NORVEGE	0,0		0,8	0,0	2,7	0,1	2,6	1,9	0,2	8,3
SUEDE	0,0		0,2	8,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	9,4
SUISSE	1,9		0,1	0,8	5,6	0,8	3,5	3,8	2,3	18,8
ROYAUME UNI	0,4		4,1	0,0	1,0	12,0	0,4	1,3	1,9	21,1
ETATS-UNIS	44,0		10,0	2,0	44,0	34,0	84,0	44,0	19,0	281,0
S/TOTAL CAD	122,3	0,0	31,2	24,3	250,5	111,2	206,1	196,3	95,8	1037,7
MULTILATERAUX										
F.A.D	5,5		2,8	0,6	11,3	1,9	11,2	2,3	5,9	41,5
F.E.D	13,8		2,2	6,5	24,7	14,1	27,5	6,0	19,1	113,9
I.D.A/B.I.R.D	20,8		3,8	14,6	28,1	5,6	21,3	27,0	2,6	123,8
F.I.D.A	1,0		0,5	0,0	2,4	1,5	1,0	0,5	0,0	6,9
NATIONS UNIES	27,5		8,5	8,9	31,3	19,6	36,2	16,9	57,2	206,0
O.P.E.P mult.	3,2		0,2	0,0	4,1	6,0	-0,7	7,4	0,9	21,1
S/TOTAL MULTI.	71,8	0,0	18,0	30,6	101,9	48,7	96,5	60,0	85,7	513,2
O.P.E.P bilat.	3,5		0,8	3,0	26,8	55,6	1,8	38,2	0,0	129,7
TOTAL O.P.E.P	6,7	0,0	1,0	3,0	30,9	61,6	1,1	45,6	0,9	150,8
TOTAL GENERAL	197,6	69,7	50,0	57,9	379,2	215,5	304,4	294,5	181,5	1750,3

TABLEAU 33
ENGAGEMENTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Année: 1985

(en millions de dollars E.U. courants)

	BURKINA	CAP VERT	GAMBIE	GUINEE	MALI	MAURITANIE	NIGER	SENEGAL	TCHAD	REGIONAL	TOTAL
I. PAYS DU CAD											
AUSTRALIE	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06
AUTRICHE	0,19	1,21	0,01	0,04	0,02	0,67	0,02	0,33	0,00	0,00	2,49
BELGIQUE	1,06	1,53	0,00	0,50	4,33	1,19	7,65	5,13	1,27	0,00	22,65
CANADA	5,04	0,28	0,57	0,39	7,38	4,24	0,91	11,16	2,68	0,00	32,65
DANEMARK	0,05	0,00	0,56	0,00	0,00	8,56	0,00	2,21	0,00	0,00	11,48
FINLANDE	0,00	2,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,27
FRANCE	27,28	6,84	0,25	2,26	116,85	25,79	58,43	141,87	37,22	0,00	416,79
ALLEMAGNE	43,16	8,85	1,85	2,32	32,92	3,58	27,99	12,74	15,02	0,00	148,43
ITALIE	13,12	8,49	1,79	2,56	17,40	11,68	11,02	16,88	40,71	0,00	123,65
JAPON	4,19	1,12	1,13	1,05	6,21	2,50	3,52	6,89	0,00	0,00	26,71
PAYS-BAS	13,03	1,19	1,90	10,28	11,66	1,68	3,56	2,79	3,75	0,00	49,84
NORVEGE	0,00	0,02	0,22	0,00	0,00	0,03	0,91	0,50	0,00	0,00	1,68
SUEDE	0,25	6,12	0,00	8,22	0,00	0,04	0,12	0,59	0,16	0,00	15,50
SUISSE	0,25	1,15	0,06	1,05	6,91	0,79	7,33	7,30	3,33	1,85	30,02
ROYAUME UNI	0,26	0,03	2,46	0,00	0,96	1,15	0,43	5,76	1,88	0,00	13,03
ETATS-UNIS	19,95	4,21	12,48	4,18	48,56	29,54	51,26	46,48	28,17	0,00	244,83
IRLANDE	0,00	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,03
S/TOTAL CAD	127,94	43,31	23,42	32,85	253,20	91,47	173,25	260,63	134,19	1,85	1142,11
MULTILATERAUX											
F.A.D	14,59	0,00	0,00	0,00	46,07	8,97	0,00	6,83	0,00	0,00	76,46
F.E.D	18,02	0,06	1,14	8,37	27,16	18,83	21,34	3,14	19,06	0,00	117,12
I.D.A/B.I.R.D	61,90	4,00	0,00	0,00	68,10	29,20	16,80	24,00	0,00	0,00	204,00
F.I.D.A	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,90	0,00	0,00	0,00	0,00	3,90
NATIONS UNIES	27,50	14,00	8,70	8,90	31,30	19,50	36,20	16,80	57,30	0,00	220,20
O.P.E.P mult.	0,00	0,30	0,00	1,00	7,75	22,32	13,16	1,37	0,00	0,00	45,90
S/TOTAL MULTI.	122,01	18,36	9,84	18,27	180,38	102,72	87,50	52,14	76,36	0,00	667,58
O.P.E.P bilat.	0,04	0,30	0,02	11,55	15,56	37,64	10,36	3,99	0,00	0,00	79,46
TOTAL O.P.E.P	0,04	0,60	0,02	12,55	23,31	59,96	23,52	5,36	0,00	0,00	125,36
TOTAL GENERAL	249,99	61,97	33,28	62,67	449,14	231,83	271,11	316,76	210,55	1,85	1889,15

TABLEAU 34

VENTILATION SECTORIELLE DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Année: 1985

(en milliers de dollars E.U.)

	TCHAD	CAP VERT	GAMBIE	MAURITANIE	MALI	NIGER	GUINEE	SENEGAL	BURKINA	TOTAL
I. AIDE HORS PROJET										
Soutien a la balance des paiements	0	0	603	32200	92900	15950	7798	50304	0	199755
Soutien budgetaire	10726	0	0	21983	3757	9421	1221	11759	404	-59271
Prog. assist. marchand.	4402	5288	1505	100	12399	680	944	0	0	25318
Bourses d'etudes	0	0	0	0	0	0	0	0	29	29
Aide alimentaire	30524	11337	3318	38487	34345	42249	3887	16129	11408	191684
Secours d'urgence	1118	0	0	224	2152	2721	1000	65	194	7474
Assistance technique	91150	19820	17400	41170	64663	76180	16120	103060	51717	481280
Recherche fondamentale	0	132	0	167	0	0	0	0	189	488
TOTAL AIDE HORS PROJET	137920	36577	22826	134331	210216	147201	30970	181317	63941	965299
II. ACTIONS PAR SECTEURS DANS LE CADRE D'UN PROJET										
Developpt rural integre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bassins fluviaux	0	0	0	483	6797	2723	0	4125	14614	28742
Cultures irriguees	0	723	0	19041	35638	21332	223	13228	134	90319
Cultures pluviales	0	0	0	303	456	5900	0	38	367	7064
Elevage	4211	0	0	2000	0	5012	0	540	334	12097
Peches	0	0	0	9790	0	0	818	7447	0	18055
Projets agricoles non spe	16404	1184	245	270	30984	18778	7750	1847	13901	91363
Commercialisation	0	0	0	0	6455	0	0	0	0	6455
Sous-total agriculture	20615	1907	245	31887	80330	53745	8791	27225	29350	254095
Hydraulique villag. & past.	557	0	408	7694	29873	7648	0	8227	20447	74854
Approv. en eau	0	0	0	8376	7750	3747	0	24000	779	44652
Ecologie/Forets	0	0	0	9523	1284	1030	76	3837	1474	17224
Sous-total ressources nat	557	0	408	25593	38907	12425	76	36064	22700	136730
Sante	8716	0	0	1565	1480	1471	392	13775	656	28055
Education	417	274	0	2657	8017	8415	465	9911	366	30522
Projets sociaux	0	0	0	0	82	0	0	0	0	82
Sous-total ressources hum	9133	274	0	4222	9579	9886	857	23686	1022	58659
Transports	3890	6443	4536	6000	73735	5075	7082	16367	4764	127892
Communication	189	0	0	779	0	8739	779	0	0	10486
Energie	0	1564	657	11319	981	7500	218	7345	0	29584
Dev. urbain	0	0	0	0	0	0	116	0	0	116
Tourisme	0	0	0	0	33	0	0	0	0	33
Sous-total infrastructure	4079	8007	5193	18098	74749	21314	8195	23712	4764	168111
Industrie	11909	0	0	0	3803	167	2615	0	0	18494
Mines	0	0	0	0	11308	0	0	0	5564	16872
Sous-total Ind. & Mines	11909	0	0	0	15111	167	2615	0	5564	35366
TOTAL GENERAL	184213	46765	28672	214131	28892	244738	51504	292004	127341	1618260

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

PHYSICS 435

LECTURE 10

STATISTICAL MECHANICS

ENTROPY

AND THE SECOND LAW

OF THERMODYNAMICS

